

# La Révolution prolétarienne

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Dans ce numéro :

**Oleg Sentsov**

*V. Présumey*



**De la précarité en milieu universitaire**

*N. Sidi Moussa*



**D'une printanière  
« insurgence »**

*F. Gomez*



**Les universités populaires  
aujourd'hui : l'exemple de  
Marseille**

*entretien avec Annick Stevens*



**Communiquons et performons !**

*J.-L. Debry*



**Lettre d'Amérique :  
l'enjeu des prochaines élections**

*D. Ball*

La Révolution Prolétarienne

Directeur : Stéphane JULIEN

6 rue des mûriers, 14930 Eterville

Équipe revue : Pascal B., Stéphane Julien, Benoît

Kermoal, Jean-Kely Paulhan, Louis Sarlin.

Éditée par :

*Les Amis de la Révolution prolétarienne*

Trimestriel. Abonnement : 23 euros

Commission paritaire n° 0321 G 87832

contact : redactionrp@gmail.com

## Quand les ponts s'effondrent

La catastrophe de l'effondrement du pont autoroutier Morandi de Gênes est aussi celle de tout un système. Cette autoroute est sous gestion privée d'Atlantia, dont le principal actionnaire est la famille Benetton. Atlantia a dégagé en 2017 un bénéfice de 1,7 milliard d'euros et la révocation annoncée de ses concessions autoroutières par l'État italien pourrait lui rapporter des milliards d'euros de compensation. Si l'on sait depuis longtemps que les nationalisations ne sont pas l'alpha et l'oméga de l'émancipation, et que la gestion par l'État n'est pas forcément un gage de sécurité (Tchernobyl, 1986), nous ne sommes pas dupes d'une contradiction intrinsèque et des dangers que fait peser le fait de laisser les infrastructures aux mains de sociétés, de groupes, dont le but est de dégager des profits. On repense par exemple à l'incendie du tunnel de Chamonix en 1999, qui fit le même nombre de morts qu'à Gênes. Les autoroutes, comme la distribution d'eau, sont de surcroît des monopoles d'exploitation prospères, sans concurrence, qui vivent de rentes prélevées sur les usagers. Deux grands groupes français sont emblématiques de la prospérité de telles rentes : l'ex-Compagnie générale des eaux devenue Vivendi, et l'ex-Lyonnaise des eaux devenue Suez. Atlantia, aujourd'hui mis sur la sellette, a récupéré l'aéroport de Nice après sa privatisation, gère des autoroutes dans le Nord de la France et est entré cette année dans le capital d'Eurotunnel. Il faut donc payer aux concessionnaires pour rouler sur des ponts qui s'effondrent, traverser des tunnels qui s'enflamment, recevoir des eaux polluées aux nitrates, pour le plus grand bonheur de leurs actionnaires. Ainsi vont les *péages* dans le capitalisme. Non, la catastrophe de Gênes n'est pas qu'un simple accident. Notre solidarité avec nos amis italiens dans la peine ne suffit pas. Regarder le monde qui nous entoure de façon critique et s'organiser collectivement pour une vie meilleure, cela peut passer, aussi, par quelques questions lorsque des ponts s'écroulent sur un quartier populaire où les survivants fuyant leurs immeubles ne toucheront jamais aucun dividende.

**Stéphane JULIEN**

(16-08-2018)

Prix : 5,80 euros

Une erreur de notre imprimeur en juin a entraîné un retard de routage du bon numéro.

Tous nos abonnés ont dû recevoir *La R.P.* n°801 courant juillet.

# Oleg Sentsov : la portée d'un combat

Au moment où ces lignes sont écrites, Oleg Sentsov en est à son 86<sup>e</sup> jour de grève de la faim. Nous sommes en effet le 7 août 2018 et il a engagé cette bataille le 14 mai dernier.

Au moment où cet article paraîtra dans *La R.P.*, il semble irréaliste d'envisager qu'il sera encore en train de mener sa grève de la faim. Cela laisse quatre possibilités : Sentsov sera mort : c'est évidemment ce sur quoi misent Poutine et les oligarques et policiers de Russie, à moins qu'ils aient estimé que sa mort atteindrait leur "image" ou serait susceptible d'être trop fortement utilisée contre eux. D'où la seconde possibilité : Sentsov aura arraché une victoire; sans doute pas la victoire de sa revendication première, à savoir la libération des près de 80 prisonniers politiques ukrainiens détenus en Russie, mais par exemple sa propre libération assortie d'une expulsion vers l'Ukraine. Mais les oligarques et les policiers peuvent estimer que le bilan gain/pertes d'un tel "recul" serait trop porteur de risques pour eux, d'où la troisième possibilité : Sentsov sera en survie précaire, alimenté de force par des procédés proches de la torture, qu'il a déjà subie lors de son procès.

La quatrième possibilité serait que Sentsov ait arrêté sa grève de la faim de lui-même. Dans ce cas, ce ne sera pas par épuisement moral, car on a pu constater que le moral du combat et de la conscience, il l'a, mais plutôt par positionnement politique, estimant que la relative onde de choc qu'il a provoquée a déjà affaibli quelque peu les policiers et les oligarques et que la poursuite du combat passe par sa vie. C'est en effet ce que lui ont écrit plusieurs dizaines d'écrivains et anciens (ou nouveaux) « dissidents » ukrainiens, parfois aussi russes ou tatars, parmi lesquels Yvan Dziouba (dissident sous Brejnev, théoricien de la question nationale), Serhij Zadan (le « Kerouac ukrainien »), avec l'accord manifeste de Mustafa Djemilev, le vieux représentant des Tatars de Crimée. Juste auparavant un rescapé d'Auschwitz, Igor Malicki, s'était exprimé dans le même sens.

86 jours, c'est 20 jours de plus que Bobby Sands, mort à son 66<sup>e</sup> jour ...

Oleg Sentsov est un cinéaste-documentariste ukrainien. Suite au festival international du film d'Amsterdam de 2012, il a une reconnaissance internationale dans le monde du cinéma, dont les grands noms, de Pedro Almodovar à Wim Wenders en passant par Ken Loach et Bertrand Tavernier, se sont prononcés à plusieurs reprises pour sa libération. En

2013-2014 il participe aux manifestations du Maidan de Kiev, ce mouvement de masse d'occupation de la place publique emblématique du pays, comme l'est la place Tahir pour l'Egypte, qui s'opposait à la corruption, à la violence de la police (*Berkuts*) et des nervis (*titushkis*), et dont le déclencheur avait été le choix du président Ianoukovitch (dont le *coach* s'appelait Paul Manafort, par la suite principal manager de la campagne Trump de 2016 aux Etats-Unis, et ancien conseiller d'Edouard Balladur en France) d'entraîner l'Ukraine vers l'Union eurasiatique sous l'égide russe plutôt que vers un partenariat avec l'Union Européenne. Sentsov se situait, idéologiquement, dans la majorité du mouvement, que l'on pourrait qualifier de « national-démocrate » avec des espérances et des illusions envers l'UE – et certainement pas à l'extrême droite, représentée dans le Maidan par les ethno-nationalistes de Svoboda et le groupe paramilitaire Pravyi Sector, une extrême droite qui frisait les 25 % des voix sous Ianoukovitch et qui a reculé à moins de 3 % six mois après le Maidan.

Au printemps 2014, il se rend dans sa contrée natale, la Crimée, y organise le ravitaillement de casernes ukrainiennes assiégées par l'armée russe puis projette de filmer l'occupation russe. Terrible menace pour le FSB qui ne peut en même temps pas l'avouer. Sentsov est donc kidnappé le 11 mai 2014 et réapparaît à Moscou, en prison, en même temps qu'Olexandr Koltchenko et que Hennadi Afanassiev.

Son nom sera, désormais, associé à celui d'Olexandr Koltchenko. Celui-ci est un postier, syndicaliste, anarchiste, écologiste et antifasciste très connu en Crimée, sous son surnom populaire de « toundra ». « Antifasciste », en Ukraine et en Russie, est une dénomination populaire dans la jeunesse protestataire, qui ne signifie pas seulement adversaire de l'extrême droite « classique » comme en Occident, mais aussi de la « nouvelle » extrême droite, celle qui n'hésite pas à se prétendre communiste et à défiler sous des portraits du tsar et de Staline, et à présenter le communisme comme une communauté ethnique. Toutes extrêmes droites liées, comme il se doit, à la police.

Sentsov et Koltchenko ne se connaissaient pas avant leur arrestation. Ils connaissaient, séparément, un troisième homme, Hennadi Afanassiev, qui sert de témoin à charge dans la construction, stupide, absurde et comique de l'acte d'accusation : avoir organisé, en relation avec Pravyi Sector, un groupe visant à faire sauter les locaux de Russie unie, le parti de Pou-

tine, et les statues de Lénine en Crimée. Groupe dont Sentsov était le chef... Il sera condamné à 20 ans de « camp à régime sévère », Koltchenko à 10 ans, Afanassiev à 7. Or, pendant le procès tenu à Rostov-sur-le-Don, Hennadi Afanassiev dénonce son propre témoignage et raconte qu'il l'a fait après plusieurs jours de torture, notamment suspendu la tête en bas dans un sac contenant son vomi, et roué de coups. Sentsov a été lui aussi roué de coups et Koltchenko menacé de viol avec une matraque. La stupidité, l'absurdité et le comique de l'acte d'accusation, maintenu tel quel après le témoignage d'Afanassiev, n'ont d'autre sens que celui-ci : nous (Poutine, le FSB) pouvons faire ce que nous voulons. Comme disait le flic qui a réceptionné les Pussy Riots arrêtées lors de la finale de la Coupe du monde : « Je regrette de ne pas t'avoir tenue dans mes mains en 1937 ».

Une parodie digne de 1937 mais avec un véritable avocat (Dmitri Dinze) et avec des protestations internationales, telles sont les contradictions de la Russie de Poutine qui n'arrive pas à rétablir le pouvoir policier absolu de 1937. À l'énoncé du verdict, Sentsov et Koltchenko, dénonçant leurs accusateurs tout au long du procès, se sont définitivement associés en chantant l'hymne national ukrainien. Aujourd'hui Koltchenko est en prison à Tchéliabinsk, Sentsov se trouve dans un Goulag au nord du Cercle Polaire, et Afanassiev a été soudainement gracié par Poutine en 2016 et expulsé en Ukraine, en très mauvaise santé.

Pour les lectrices et lecteurs « occidentaux » il est sans doute facile de comprendre que la Russie de Poutine est un régime policier, pour le moins. Mais il est nécessaire de saisir la dimension nationale de la lutte de Sentsov. L'Ukraine est historiquement à la Russie ce que l'Irlande fut à l'Angleterre. Oppression nationale, interdits culturels, exploitation de la paysannerie par les grands propriétaires au temps des tsars, par le biais des kolkhozes au temps de Staline, famine délibérément aggravée avec le choix conscient du pouvoir de sacrifier des millions de gens, donc famine génocidaire du Holodomor en 1932-1933, puis négationnisme historique de ce qui s'était passé : on ne peut rien comprendre à l'Ukraine sans prendre en compte cette histoire réelle.

Or, en « Occident », en partie pour une « raison naturelle » – nous nous méfions plus du pouvoir près de chez nous, donc « européen » ou nord-américain – et en partie en conséquence de décennies de désinformation stalinienne, aujourd'hui relayée à l'identique par la majorité de l'extrême droite, et en France, de plus marquée par le vieux tropisme de la nostalgie impérialiste française pour l'alliance franco-russe, ce vieux marronnier similaire à la « politique arabe de la France », le niveau d'information et donc de compré-

hension sur l'Europe orientale en général et l'Ukraine en particulier, sont tout simplement catastrophiques, car pétris de certitudes.

Qui n'a pas entendu par exemple l'affirmation : « De toute façon la Crimée est russe ! ». Ne nous risquons pas à prétendre, inversement, qu'elle serait ukrainienne : la Crimée n'a jamais pu pleinement choisir démocratiquement, elle est russe, ukrainienne, tatare, multinationale, mais son choix par défaut était clairement l'Ukraine, celle-ci n'ayant jamais opprimé la péninsule.

Qui n'a pas entendu, également, l'affirmation : « Les russophones sont brimés en Ukraine ». On pourrait tout aussi bien dire : « Les anglophones sont brimés en Irlande » ou « Les francophones sont brimés en Algérie ». En fait, le russe est sans doute la première langue des Ukrainiens, nationalistes compris.

Mais qui n'a pas non plus entendu : « L'extrême droite (voire « les nazis ») est au pouvoir en Ukraine ». C'est là tout mélanger. Le pouvoir ukrainien est oligarchique et faible. Il y a deux extrêmes droites dans ce pays. L'une, nationaliste ukrainienne, s'avère ne pas être plus efficace (comme elle l'a prétendu) pour combattre l'opresseur russe que le président Porochenko : alors, elle se rabat contre les roms et les gays... L'autre, nationaliste russe, plus ou moins déguisée en « séparatiste », est au pouvoir dans le Donbass : syndicats interdits, dangereux de parler ukrainien, règne des gangs, corruption totale, roms menacés et juifs pas bienvenus. Ce même Donbass, en réalité occupé, et qu'une partie de la gauche et de l'extrême gauche s'imagine « défendre » contre « le fascisme »...

Bref, l'Ukraine – juste avant la Syrie, envers laquelle les mêmes représentations inversées ont prévalu, en pire – est le banc d'essai, l'exemple pathologique, des impasses totales des visions du monde dominantes dans la « gauche » occidentale, léguées par le XX<sup>e</sup> siècle stalinien, le XX<sup>e</sup> siècle des camps géostratégiques contre lequel se dressait le vieux Monatte en 1956 : ni Ouest, ni Est, Zimmerwald, le camp de notre classe !

En conséquence, le combat pour Sentsov et Koltchenko se heurte à des obstacles politiques qui résultent de cet héritage, ce qui en fait une des pierres de touche visant à le surmonter, à reconstruire un véritable internationalisme. De même que des centaines de milliers de Syriens sont abandonnés sous la torture, et de réfugiés sous la menace de la noyade et des gangs esclavagistes, Sentsov pourrait, à l'heure où sont écrites ces lignes, mourir de la lenteur du mouvement ouvrier « occidental » à se réveiller.

L'auteur de ces lignes avec d'autres est à l'origine

du Collectif Koltchenko, formé en France en 2015. Pour Sentsov, une véritable bataille a été menée envers et au sein du groupe parlementaire européen GUE/NGL, pour que les pro-Poutine n'empêchent pas la prise de position d'un certain nombre d'élus pour la libération de Sentsov. À partir de la prise de position du député de l'Allier, J.-P. Dufrière, rencontré lors d'un hommage à Pierre Brizon qui a voté contre les crédits de guerre en 1916, 9 députés communistes sur 12 se sont prononcés pour la libération de Sentsov, de Koltchenko et de tous les prisonniers politiques en Russie. *L'Humanité* n'a pas publié cette information – notons que son directeur, P. Le Hyaric, fait partie des députés européens qui ont voté contre la libération de Sentsov et maintenu leur vote. Ces faits sont relatés plus précisément ici : <https://blogs.mediapart.fr/vincent-presumey/blog/290618/sentsov-va-t-il-mourir-sauverons-nous-sentsov>

Sentsov avait mis sa vie en jeu pour avoir de l'écho pendant la Coupe du monde de football. A de rares exceptions près – en France, *Ouest France* et *l'Echo de l'Est*, et deux articles dans *l'Equipe* sur la fin – le « monde sportif » a pratiqué l'omerta. Lors de la finale France-Croatie, une intrusion s'est produite sur le stade : c'était les Pussy Riots, et Sentsov figurait dans leurs revendications. L'écho, pas immédiat, a été réel.

À cette étape, une campagne internationaliste aurait dû rebondir rapidement, en manifestant devant les ambassades russes et en s'adressant aux médias pendant le bref moment de disponibilité de ceux-ci ouvert par les Pussy Riots. Force est de constater

que les membres du collectif Koltchenko, malgré la présence parmi les signataires de la LDH, de la FSU, de Solidaires, du NPA, d'Alternative libertaire... n'ont pas été en mesure de réagir ainsi en plein été. La campagne pour Sentsov est poursuivie par des intellectuels et des milieux démocrates-libéraux autour du collectif des *Nouveaux dissidents*, animé par Michel Eltchaninoff. C'est tout à leur honneur, mais l'absence de traditions de lutte de type internationaliste fait qu'ils espèrent surtout dans des interventions diplomatiques officieuses, comme celle que la présidence française avait laissé entendre la veille de la Coupe du monde. Or, de telles interventions peuvent certes être le mode de réalisation de telle ou telle libération de prisonnier, mais elle ne sauraient résulter que de la mobilisation de celles et de ceux d'en bas.

C'est pourquoi, en toute conscience, et en lui disant chapeau bas, camarade (car tu es un camarade puisque tu combats pour la liberté et contre l'oppression), ces lignes sont écrites en craignant que nous perdions la vie d'Oleg Sentsov, qui aura combattu pour nous tous. Ce combat, il faudra le continuer, en mettant en son coeur la restauration d'un véritable internationalisme. Koltchenko, Sentsov : ce que ces noms nous disent, c'est que rien n'est plus actuel que Zimmerwald.

Vincent PRÉSUMEY, le 7/08/18.

◇ ◇ ◇

Photo: Mobilisation à Berlin cet hiver.



# De la précarité en milieu universitaire

Le trimestriel *Frustration* – partenaire du « *nouveau média télévisuel engagé* » Le Média, proche de la France insoumise – a évoqué la question de la précarité des enseignants de l’université. S’adressant aux étudiants, le magazine annonce : « *Une grande partie de vos enseignants sont des doctorants qui galèrent sur leur thèse et enchaînent des CDD d’un an ou des vacations (souvent payées une fois tous les six mois)* »<sup>1</sup>. C’est là une réalité, aussi indéniable que dissimulée ; sans doute faudrait-il ajouter que cette situation n’est pas réservée aux seuls doctorants mais concerne aussi de nombreux docteurs ayant parfois soutenu leur thèse depuis des années et qui sont payés à moindre coût selon le bon vouloir de l’administration.

Pour vendre légalement leur force de travail, les vacataires sont tenus de respecter certaines conditions comme celles que l’on retrouve sur le site d’un établissement. S’ils sont étudiants, leur contrat ne peut « *excéder 96 heures équivalent TD* » par année, ce qui est insuffisant pour vivre de son travail. S’ils sont auto-entrepreneurs, ils doivent « *justifier d’une activité professionnelle qui [leur] permet de retirer des moyens d’existence réguliers depuis au moins trois ans* », ce montant devant « *être au moins équivalent à 900 h de travail par an au taux du SMIC* », soit 7 069 euros ou plus en 2017. Dans cette université, les vacataires « *peuvent, sous conditions, enseigner jusqu’à 187 heures par année universitaire* ». Le taux horaire de rémunération des vacations est de 41,41 euros, sachant qu’une heure de TD correspond à 4,2 heures de travail effectif. Comme le rappelle l’Association nationale des candidats aux métiers de la science politique (ANCMSP), les vacataires sont « *actuellement payés en dessous du SMIC à l’heure de travail effectif* »<sup>2</sup>.

*Frustration* ajoute : « *la plupart des travaux dirigés sont assurés par des vacataires qui n’ont aucune visibilité à long terme sur la durée de leurs contrats et ne sont généralement pas associés à l’organisation et la préparation des cours, qu’ils maîtrisent donc peu. Cela implique du relâchement dans leurs enseignements qui ne permet pas toujours aux étudiants d’acquérir les savoirs nécessaires à la validation des connaissances et conduit parfois à l’échec.* »<sup>3</sup>

Précisons que les vacataires – la main-d’œuvre la plus fragilisée, souvent la plus jeune ou la plus pauvre parmi les travailleurs du supérieur – ne s’occupent pas uniquement des TD, même si des titulaires rechignent

à prendre en charge ces enseignements et les attribuent d’autorité, comme des cours magistraux en premier cycle – jugés plus « *épuisants* » et moins « *intéressants* » –, à cette catégorie taillable et corvéable à merci. Si les vacataires n’ont « *aucune visibilité à long terme* » et sont parfois recrutés *in extremis* pour combler un manque, ils peuvent, ici ou là, être associés à la préparation de cours – notamment ceux désertés par les titulaires – et se voir attribuer arbitrairement la surveillance d’examens ou la correction de copies afin d’alléger la charge de travail de leurs collègues mieux installés, même s’il existe des institutions où la coopération se passe moins mal entre des personnels aux statuts concurrents. Le problème n’étant pas individuel mais structurel.

Quant à l’échec des étudiants, surtout en première année, il paraît difficile de l’expliquer par le « *relâchement* » des vacataires qui, pour beaucoup, enseignent depuis plusieurs années dans les pires conditions matérielles ou psychologiques, dans l’espoir d’être un jour titularisés ou, d’une façon plus pragmatique, dans l’optique de décrocher un contrat temporaire moins dégradant. Il convient plutôt de regarder du côté de la bureaucratie universitaire – et il n’existe pas de bureaucratie sans bureaucrates – qui fonctionne comme une machine à reproduire les inégalités sociales que retrouvent les enfants des populations ouvrières et immigrées, souvent nombreux à échouer en Licence 1. Et cela sans toujours susciter d’empathie de la part de titulaires, plutôt d’extraction bourgeoise ou petite-bourgeoise, de plus en plus écrasés par les tâches administratives au détriment de leurs responsabilités pédagogiques, confrontés à la stagnation de leur pouvoir d’achat et exprimant leur souffrance au travail.

La précarité fait l’objet d’une nouvelle attention en raison des transformations rapides qui affectent ce milieu, conséquences des contre-réformes successives poussant à davantage de concurrence entre établissements, composantes, laboratoires, personnels, étudiants, etc. Ces éléments ont conduit à la création, en avril 2016, du « *Collectif national des travailleuses précaires de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche* » qui revendique, entre autres, la « *titularisation de tou-te-s les contractuel-le-s et vacataires de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche travaillant sur des fonctions pérennes* ». Le *SNESUP*, mensuel du Syndicat national de l’enseignement supérieur, a publié un supplément en mars 2017 « *contre la précarisation des travailleurs scientifiques* » dans lequel le responsable du secteur Agents non titulaires

1 « Pourquoi il faut supprimer les grandes écoles », *Frustration*, n° 14, été 2018, p. 51.

2 « La galère du vacataire », *ancmsp.com*, 11 février 2018.

3 « Parcoursup, vers des études à prix d’ORE », *Frustration*, n° 14, été 2018, p. 53.

se prononce pour « *la création massive de postes et concours réservés* »<sup>4</sup>.

Cette question a été abordée lors des Rencontres de la science politique, organisées en juillet 2018 à Saint-Denis par l'Association française de science politique. Lors d'un atelier portant sur les « *libertés académiques et [l']engagement militant* », une post-doctorante, qui s'estimait « *sortie de la précarité* », a déclaré que, si l'on ne pouvait pas se faire licencier en France pour ses travaux, la précarité pouvait toutefois nuire aux libertés académiques. Elle appelait les précaires à profiter de ces rencontres pour « *faire du réseau* » et se rendre visibles. Elle remarquait cependant que l'université française était peu transparente et que depuis l'affaire Harvey Weinstein, il n'y avait eu aucune révélation concernant des cas de harcèlement sexuel – preuve d'une certaine omerta. Un enseignant-chercheur a souligné les effets de la précarisation sur le choix des objets de recherche ainsi que sur le rapport engagé au savoir que cela pouvait engendrer. Enfin, un « *universitaire engagé* » a lancé des pistes de réflexion sur les conditions d'engagement des chercheurs en pointant un « *paradoxe magnifique* » : on ne serait pas forcément disqualifié dans ce milieu en étant « *radical* ». Selon lui, on assisterait à une forme de « *démocratisation* » de l'université mais il convient de savoir ce qui est fait « *aux non-blancs, aux LGBT et aux femmes* ».

Quand la parole a été donnée à l'assistance, j'ai tenté à mon tour de formuler quelques remarques. Le fait d'avoir obtenu un contrat post-doctoral ne signifie en aucune façon que l'on soit sorti de la précarité puisqu'il s'agit d'un CDD et non d'une titularisation. Il s'agit sans doute là d'une confusion entre pauvreté et précarité. De plus, exhorter les précaires à « *faire du réseau* » ne peut en aucune manière constituer une solution et cela n'aura pour autre conséquence que l'entretien de mécanismes opaques, surtout quand on connaît les logiques du recrutement discrétionnaire, notamment pour les contrats de recherche souvent attribués en dehors de procédures publiques, loin d'être toujours transparentes. La précarité n'est pas toujours synonyme d'autocensure, dans la mesure où certains universitaires – malgré les appels à la prudence de leurs collègues titulaires qui sont autant de recruteurs potentiels – n'estiment pas devoir attendre une hypothétique titularisation pour défendre publiquement leurs convictions, quitte à s'aliéner une partie de ce milieu. Certains travailleurs précaires participent d'ailleurs du renouveau de la pensée critique et s'engagent résolument dans une perspective socialiste comme c'est le cas aux États-Unis<sup>5</sup>. Enfin, il

<sup>4</sup> Jean-Luc Godet, « *Vacataires : pérennisation d'une situation intenable ?* », supplément au mensuel *Le SNESUP*, n° 653, mars 2017, p. 8.

<sup>5</sup> Laura Raim, « *Aux États-Unis, du nouveau à gauche* », *La Revue du Crieur*, n° 8, octobre 2017.

convient de s'interroger sur ce que l'on entend par la « *démocratisation* » de l'université – qu'il ne faut pas confondre avec sa massification et encore moins avec la parité ou la diversité. L'université publique est toujours aussi sévère avec les classes populaires. Sait-on combien d'enfants d'ouvriers sont aujourd'hui professeurs des universités ?

Un autre atelier était spécifiquement consacré à la « *précarité des jeunes chercheur-e-s* ». De nombreuses données ont été livrées par les intervenants : 45% des doctorants travaillent gratuitement ou sans le déclarer ; les sciences humaines et sociales sont les disciplines les plus féminisées et les plus précaires ; 10% des heures d'enseignement en science politique sont dispensées par des vacataires ; augmentation des postes de maître de conférences en CDD, etc. Une universitaire a rapporté le nombre important d'abandons chez les doctorants en début de thèse ou lors de la rédaction en raison de leur isolement et du manque de débouchés. Un responsable de formation s'est demandé « *contre qui il fallait lutter* » – en déplorant que des titulaires soient rendus responsables de la situation par des précaires alors qu'ils gèrent du mieux possible – et s'est interrogé sur la « *précarisation de la situation des titulaires* ». Dans son département, 38% des cours en science politique sont assurés par des vacataires et 36% par des titulaires. Un enseignant-chercheur a exposé la situation en Allemagne<sup>6</sup> où des syndicalistes revendiquent la création de postes de titulaires en-dessous du grade de professeur ainsi que la suppression des chaires ou de l'habilitation à diriger des recherches. Enfin, un membre de l'ANCMSP a présenté les travailleurs précaires comme une « *armée de réserve* » en pointant la responsabilité des syndicats dans la cogestion et a conclu en invitant à se mobiliser contre cette situation afin de « *mieux vivre sa précarité* ».

Lors de la discussion, je suis intervenu pour rappeler que la souffrance au travail des titulaires était un phénomène différent de celui de la précarité. En effet, il paraissait difficile de mettre sur le même plan l'indéniable dégradation des conditions de travail des fonctionnaires – qui disposent par définition d'un statut, d'un salaire régulier et de droits sociaux – avec l'impossibilité pour les précaires – qui peuvent être au chômage, survivre avec le RSA, cumuler plusieurs petits boulots, compter sur le soutien de leurs proches, etc. – d'avoir des projets dans la vie, aussi banals soient-ils, surtout quand ils dépassent la trentaine ou approchent la quarantaine : se projeter au-delà d'un semestre ou d'un an, partir en vacances ou avoir une famille pour ceux qui le souhaitent. J'ai demandé s'il n'était pas judicieux – en Allemagne comme ailleurs – de s'orienter vers la création d'un corps unique

<sup>6</sup> Voir par exemple : « *En Allemagne, un autre syndicalisme est possible* », *Le Combat Syndicaliste*, n° 436, juin 2018.

pour mettre fin à la concurrence des statuts, au-delà de la création massive de postes d'enseignants-chercheurs afin d'assécher cette armée de réserve des travailleurs que constituent les précaires. Enfin, il me paraissait fondamental de considérer l'université comme un lieu d'exploitation et de reproduction des inégalités – y compris en terme de sexisme et de racisme. Par conséquent, les meilleurs moyens d'action demeuraient à mes yeux les armes classiques du mouvement ouvrier comme la grève ou l'occupation, avec tous les personnels et usagers, sur un pied d'égalité.

Nedjib SIDI MOUSSA

## Turquie : des centaines de milliers de personnes exclues de la Fonction publique !

Par un nouveau décret-loi publié le 8 juillet, le gouvernement turc a révoqué 18 632 fonctionnaires. Depuis juillet 2016, ce sont plus de 130 000 fonctionnaires qui ont ainsi été exclus de la Fonction publique ; il faut y ajouter de très nombreuses suspensions.

Ces purges politiques illustrent bien la nature du régime dictatorial d'Erdogan.

Par ce même décret-loi, l'Etat turc interdit 12 associations, 3 journaux et une chaîne de télévision. La censure continue !

Opposant.es politiques, syndicalistes, population kurde..., le gouvernement d'Erdogan réprime tous azimuts.

Les gouvernements européens sont complices : ils couvrent le dictateur, dont le régime est utilisé pour lutter contre les populations migrantes qui tentent d'échapper à la misère et à la mort.

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes soutiennent celles et ceux qui résistent au régime dictatorial d'Erdogan, notamment les syndicalistes de KESK et de DISK.

**Réseau syndical international de solidarité et de luttes**

<http://www.laboursolidarity.org/>

## D'une printanière « insurgence »<sup>1</sup>

Sitôt passé, l'événement n'a de devenir que dans sa remémoration critique. En sachant qu'il y a des critiques qui liquident au nom de vérités intangibles, elles-mêmes jamais remises en question, et des critiques qui sauvent ce qui mérite de l'être de l'événement. Cet étrange printemps des convergences ratées ne fait pas exception. Il nous occupa en tout cas assez pour mériter l'examen, seul capable de donner une suite à nos raisons d'en avoir été. À notre place, modeste, mais partout où sourdaient des colères.

### Bataille du rail et voie de garage

L'on se tromperait sans doute à chercher ici ou là les causes d'un échec qui s'inscrit dans le moment même où les instances cheminotes adoptèrent cette absurde stratégie d'une grève à épisodes, perlée d'incohérence. Il est de peu d'intérêt d'entrer ici dans les raisons qui motivèrent ce choix. Elles tiennent pour l'essentiel à cette idée, elle aussi absurde, que la mobilisation se décrète et s'organise sans lui laisser la moindre chance de se nourrir elle-même de ses propres impulsions et pratiques collectives. Il n'est bien sûr pas dit qu'une grève active, directe et reconductible, eût donné d'autres résultats que ceux que l'on connaît, mais il est certain que celle choisie ne pouvait mener que sur une voie de garage. Démotivante, contournable, démobilisante, individualisante, elle restera un cas d'école de l'ineptie bureaucratique. Tant qu'on en a la capacité, on ne bloque qu'en bloquant, et sans trêve.

Quiconque assista à une assemblée générale ouverte de grévistes, surtout aux premiers jours du conflit, sait que la méthode fut immédiatement contestée, mais sans volonté assumée ni capacité réelle de débordement des instances. Le fait mérite d'être noté parce qu'il situe, au cœur même du dispositif de blocage cheminote, l'une des caractéristiques de ce printemps apparemment offensif : son attrait certain, mais souvent fantasmatique, pour la perspective d'un dépassement.

Du point de vue du « gauchisme », et ce quelle que soit la version qu'on en retienne ou les emblèmes qu'il affectionne, les « bases » seront toujours plus radicales que leurs directions. C'est là son côté essentialiste, mais aussi sa raison d'être. On

1. Ce bilan d'un printemps incertain, paru sur le site *A contretemps*, nous a paru mériter d'être proposé aux lecteurs de *La Révolution prolétarienne*, qui pourront y trouver d'utiles réflexions sur cette défaite des cheminotes, fer de lance de la grande grève de 1995, les balbutiements mimétiques de minorités lycéennes ou étudiantes isolées prétendant « faire mieux qu'en Mai 68 », tout en ignorant les leçons les plus élémentaires du mois de juin de ladite année, ou encore les rares pistes de reconstruction d'un mouvement social offensif. (Source : <http://acontretemps.org/spip.php?article666>). Rappelons par ailleurs que dans notre dernier numéro, nous avons publié un article de camarades de SUD Rail sur la grève des cheminotes. [NDLR]

y verra surtout le fondement d'une erreur récurrente d'analyse, la « base » n'existant comme « base » que quand, par une dynamique propre et des pratiques de sortie du cadre imposé, elle parvient à se passer organiquement de ses directions, à se parler sans intermédiaires, de soi à soi, entre égaux, à agir comme sujet d'une lutte qu'elle seule peut mener. Une « base » qui, convenons-en, a disparu comme telle de l'histoire récente des luttes sociales. Il faut en effet remonter au milieu des années 1980 pour trouver les derniers échos d'une sécession de ce type dans la floraison de « coordinations » – de cheminots, d'infirmières, de postiers –, conçues comme associations temporaires refusant de se laisser déposséder par les bureaucraties syndicales de la construction de situations ouvrant, à la base, sur de réelles convergences dans les luttes. Ces « coordinations » furent sans doute le dernier feu d'un mode d'action qui puisait, dans ce qu'il eut de meilleur, à « l'esprit » de Mai 68 et, au-delà, à l'ancienne tradition de l'autonomie ouvrière.

Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous le pont des défaites, et la mémoire même de ces « coordinations » s'y est noyée. Comme toute mémoire qui ne se cultive pas. Cette évanescence de la mémoire historique demeure sans doute l'une des clefs pour comprendre pourquoi les révoltes de notre temps sont orphelines. L'écho de leur passé, même proche, ne porte plus, ce qui ne retire rien à la légitimité des nouvelles, mais explique leur déconcertante aptitude à finir dans l'impasse où, privées d'histoire, leur courte imagination les pousse. Et ce fut encore une fois le cas. Il n'y eut, chez les cheminots en lutte, aucune capacité réelle à sortir du cadre imposé. On le contesta, pour sûr, mais sans chercher à en imposer un autre, horizontal, décisionnel et souverain. Entendons-nous bien : il y eut des volontés d'« insurrection », une sorte de « cortège de tête » de la résistance cheminote qui, parfois, fit masse, notamment dans les actions de rue, mais il n'y eut pas sécession. Parce qu'il n'y eut pas volonté de coordination autonome, création d'une communauté dotée d'intelligence stratégique et, par là-même, capable, dans la lutte, de faire que convergent, sur d'autres rivages que celui de la seule théâtralité, les nombreuses colères orphelines qui cherchaient à faire bloc sans y parvenir.

Peut-être était-ce trop attendre des cheminots ? C'est possible, mais leur centralité dans le dispositif de blocage – non pas des flux, mais de l'économie – leur conférait encore une force pour peser, de manière encore décisive, sur le retrait d'une loi dont le véritable objectif, ils l'ont d'ailleurs vite compris, était de les ramener au sort peu enviable du commun et, par effet induit, de les nier comme catégorie sociale faisant encore sujet collectif. L'objectif du pouvoir était aussi clair que la « stratégie » bureaucratique de résistance

était floue. En rechignant, les plus déterminés des grévistes s'y sont ralliés, sans y croire pour beaucoup d'entre d'eux, par cette sorte d'atavisme que favorise la culture petitement syndicale, celle qui préférera toujours la « masse » manœuvrable à la « communauté » auto-instituée. Cette communauté – consciente de sa force, sûre de son combat, transversale dans ses intentions et capable de décider elle-même de sa lutte – n'est pas venue. Dès lors, la partie ne pouvait se conclure que par une déroute.

### **Le fantôme hagard de Mai 68**

Plus on perd le sens de l'histoire, plus la perception du réel historique devient illusoire. Ce n'est qu'un combat, poursuivons le début, disions-nous déjà aux heures de l'enchantement lyrique. Comme si le rouleau compresseur de l'échec n'avait pas d'effet sur le principe-espérance. Comme si les débuts n'avaient pas de fin. Comme s'ils pouvaient se reprendre au gré de nos imaginaires insurgés. C'était tout ignorer, bien sûr, de la radicale défaite de juin 68, celle qui, un demi-siècle plus tard, a produit les conséquences que nous savons. Car l'autre monde est bien venu, mais à l'exact contraire de nos aspirations. Le mouvement infini du capital y a puisé autant de puissance inspirante que la postmodernité « culturelle », devenue le principal terreau idéologique du néo-libéralisme sans limites que nous subissons. Révélatrice est, sur ce point, l'intention éphémère du jeune et fringant président du « nouveau monde », homme de son temps et du spectacle intégré, d'avoir pensé célébrer, dit-on, ce grand détournement de sens en accordant à ce *m*Mai 68 de toutes les extravagances la place, fondatrice, qu'il méritait, à ses yeux, dans l'histoire des « cinquante ignominieuses » qui l'ont suivi.

Le fantôme hagard de l'événement plana de même sur les étranges cortèges de ce printemps « insurgent ». Il attisa l'imaginaire graphomane des tagueurs et des très minoritaires occupants des facs. On y entendit, ici et là, qu'il s'agissait de « faire mieux qu'en 68 » quand il eût été sans doute plus judicieux de prétendre faire autrement communauté de résistance imaginative – ce qui d'ailleurs exista aussi, en gestation et hors référentiel, au cours de ces journées. Le hasard calendaire fit, c'est vrai, jonction entre le « commémoratif » et la réalité d'un mouvement qui se chercha, sans se trouver vraiment, dans une forme d'expression collective pour beaucoup héritée du passé, mais charriant quelques éclats de nouveauté sur lesquelles nous reviendrons.

Ce qu'il reste de plus vivant de mai 68, c'est sa part d'improbable et, avec elle, l'idée, consolante en ces temps de doute, que tout pourrait vaciller du « nouveau monde » dans une coagulation spontanée des colères. On peut bien sûr contester tout ou partie de cette hypothèse tant ces colères sont aujourd'hui éclatées,

contradictoires, rentrées. Elles macèrent, pour beaucoup, dans le chaudron d'un monde si massivement déconstruit que son négatif lui-même finit par alimenter le ressentiment, la fausse conscience et l'aspiration à un ordre nouveau. Mais l'on ne peut nier que les rages existent, qu'elles ont pointé en ce printemps, venant essentiellement d'un salariat humilié, peu corporatiste (il n'y a plus rien à défendre), diffus, cherchant sa voie.

Du côté des étudiants, en revanche, et *a fortiori* des lycéens « parcourus », c'est peu dire que la mobilisation fut faible ; elle n'agita que quelques bataillons égarés plus ou moins obstinés à occuper ou à bloquer leurs facs avec la conviction mimétique de faire mouvement. Ce qui, au vu de leurs faibles forces, semblait pour le moins présomptueux. Là où, pour un temps, la *performance* fut couronnée de succès, l'esprit de Mai 68 y souffla dans ses prolongements post-modernes, différentialistes, particularistes au point d'y noyer le « tous ensemble » du moment dans la perspective régressive de la séparation que cultivent à loisir des post-gauchistes culturalistes suffisamment déconstruits pour confondre le projet émancipateur avec leurs délires, de non-mixité « raciale » par exemple. Ce fut notamment le cas à Tolbiac et à l'EHESS, dans une indifférence quasi-générale, il est vrai, mais plutôt tolérante. Comme si, sur le marché de la post-contestation étudiante, tout était par avance admissible : le désert de la critique et la critique du désert. À condition que le tout – thèse et antithèse – se colore d'une vague radicalité dans l'entre-soi de l'outrance. L'indifférencié de l'excès est probablement un signe des temps.

### Les deux faces du visible

Walter Benjamin reprit de la pensée théologique l'idée que le visible n'est pas tout. Et corollairement que, derrière les apparences d'un réel objectivement repérable, il fallait chercher le fil qui, échappant à l'entendement de la sourde expertise, ondule comme « suppléance » émancipatrice du « principe même de l'ordre ».

Il y eut de cela dans ce printemps inédit : une étrange ondulation des esprits entre anciens réflexes et nouvelles sécessions.

D'abord un bonheur d'être ensemble... Il y en avait, par exemple, dans la vaste salle d'une historique bourse du travail parisienne surpeuplée, un soir d'avril, à l'heure où le besoin de grève et le besoin d'agir faisaient cause commune. Un bonheur indicible tant il est devenu rare. Un bonheur qui débordait d'indiscipline. Au point que les orateurs de service, dépossédés *de facto* de leurs « insoumissions » particulières et de leur préséance, en furent passablement surpris. Car, dans l'attente d'un possible, cet être-ensemble bouleversait le tout-hiérarchique de la prise de parole séparée. C'était sa nature même, sa fonction. Et tout remonta, ce soir-là, des humiliations minuscules de la survie diminuée.

Les mots fusaient, faisant terreau de leur misère : ceux, bouleversants, d'une soignante d'un EHPAD en lutte ; ceux d'un cheminot en colère porté à croire qu'aucune méthode ne vaut l'action directe ; ceux d'une caissière épuisée d'une enseigne de la grande distribution en grève ; ceux d'un postier hors statut racontant son existence de galère. Bien d'autres... Des mots remâchés dans la solitude des petits matins de chagrin et soudains crachés, comme balles traçantes, dans l'espace conquis d'un partage. Des mots en cascade qui disent la souffrance au travail, un travail dont les conditions sont devenues si détestables que tout le monde a fini par le détester.

On ne peut ignorer, de même, que la forme, pour le coup spontanée, qu'ont prise les désertions massives des cortèges traditionnels dit sans doute beaucoup du refus désormais très partagé des séparations. Par la multitude parfois impressionnante qui les formait, les cortèges de tête de ce printemps ont été le signe d'une sorte de connexion d'imaginaires entre deux formes de sécession – l'une vécue et théorisée comme potentiellement « insurrectionniste », l'autre perçue comme alternative aux défilés des impuissances –, le tout balisant un espace d'horizontalité en action agité de passions parfois contraires, mais occasionnellement coagulées. Pour le coup, jamais les « casseurs » n'ont été en si nombreuse compagnie.

Ce bonheur d'être ensemble, mais aussi d'abolir les appartenances closes et les identités fixes, y compris là, dans ces cortèges de tête, c'est ce qui fit le visible réfractaire de cette « insurrection » printanière et donna à la rue des allures résolument inédites. Comme si, deux ans après 2016, un pas avait été franchi dans le délitement inexorable des formes traditionnelles et désespérément vaines de manifester. Tout observateur avisé pouvait percevoir sans trop d'effort cette étrangeté. À condition d'observer, c'est-à-dire d'aller au-delà des apparences codifiables et exploitables : un « black-bloc » reste un « black-bloc », autrement dit ce qu'on y voit, mais le fait qu'il soit relégué, un 1<sup>er</sup> mai, en queue d'un cortège de tête de près de 15 000 manifestants relève d'une aveuglante nouveauté dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle fait sens, sens giratoire même.

### Chemins des métamorphoses

Il n'y a pas de stabilité possible des anciennes formes de résistance traditionnelles – création d'un rapport de force, négociation, compromis – quand tout concourt, de partout et par tous moyens, à leur effondrement. Le réformisme est mort dès l'instant où la réforme est devenue contre-réforme, c'est-à-dire destruction programmée de toute aspiration (réformiste) à la survie augmentée. Ce qui demeure du vieux mouvement ouvrier un tant soit peu organisé (syndicalement), n'a plus les moyens, seul, de défendre ses derniers acquis. Il les

perdra donc un à un s'il ne sait pas se réinventer sur d'autres bases. En reprenant les choses depuis le début, en faisant en sorte que convergent d'évidence – dans l'imaginaire d'abord, dans le réel des luttes enfin – des coalitions concrètes, coordonnées entre elles, fondées sur un commun partagé, structurées horizontalement et résolument garantes de l'autonomie de décision de ses membres. Il faut, à l'intérieur ou en dehors des syndicats tels qu'ils sont devenus, des minorités réellement agissantes déterminées à remettre la marge au centre, aspirant à faire nouvelle communauté de résistance sur le terrain de la question sociale.

Dans une perspective parallèle, une lutte prolongée du type de celle de Notre-Dame-des-Landes, possède à l'évidence, par les pratiques qu'elle développe et les énergies qu'elle libère, un double caractère d'exemplarité et d'universalité. Pour le pouvoir, l'abandon du projet d'aéroport n'était politiquement assumable qu'à la condition de parvenir, « en même temps », à séparer une partie des zadistes, les plus pragmatiques disons, de leur rêve communautaire des origines. On savoura la victoire – qui en est une, et indiscutable – et on passa aux choses sérieuses : fallait-il, ou non, céder à cette tentative d'institutionnalisation, somme toute classique, en abandonnant en chemin partie de ceux qui l'avaient, à leur manière, balisée d'espérance et de douce folie ? La discussion fut confuse, mais l'alternative pointait : il y avait, pensait-on, des choses à négocier. C'est là un moment historiquement identifiable, et toujours recommencé : celui qui signe invariablement le passage de l'utopie à la topie, qui est à la fois renoncement et présence au présent et à ses limites. Ce temps a certes semé la division, mais sans rompre tout à fait les solidarités internes. Pour accélérer le processus de délitement, le pouvoir, non sans risque, lança l'offensive policière majeure de ce printemps des « insurgences ». Elle eut pour premier effet de renouer les ardeurs offensives. Et puis vint le temps – politique – de l'acceptation du cadre imposé par l'État. On ne portera pas de jugement : l'histoire, qu'on a désappris, est pleine de ruses de ce genre.

Chaque époque charrie ses tics, ses manies et ses mythologies. Avec toujours le même effet sublimant. Les idées fixes ne sont d'aucun secours devant le réel, par nature mouvant. Pour ce qui concerne la nôtre, l'extrémisme – qui n'est pas la radicalité mais son masque – l'a suffisamment prouvé, et depuis longtemps. Sans autre cause que la sienne propre, il n'est, sans doute, qu'une nouvelle forme, caricaturale, de l'avant-gardisme. S'évertuant à préférer le simulacre à la perspective, il passe toujours à côté de l'inattendu du « maintenant » pour n'y voir que ce qu'il veut y voir : un acquiescement à ses thèses et au rituel de ses vanités. N'existant que comme spectacle, l'extrémisme vit

de sa manie de l'appel sans suite, du coup d'éclat sans base et de la rhétorique de l'émeute. Et c'est ainsi que, comme spectacle, il se perpétue, au risque de se perdre dans le labyrinthe de ses propres limites, qui sont celles du spectaculaire précisément. On admettra, cela dit, que les « insurrectionnistes » de ce printemps se sont faits plutôt discrets. Surpris de se voir si largement rejoints, et parfois débordés, par une multitude plutôt bienveillante à leur égard, ils goûtèrent ces moments de fraternisation épisodique, ce qui est évidemment compréhensible. L'erreur, pour eux, serait de penser, comme les léninistes d'antan, que les masses ont fini par rejoindre l'avant-garde. Ce faisant, ils seraient encore en avance sur les experts médiatiques, mais toujours à côté de la plaque.

Confusément, parfois massivement, ont émergé de cette printanière « insurgence », des sécessions, des sorties de route, des désertions, des refus d'obéissance, une méfiance des anciennes formes admises de la contestation sociale : l'ouverture d'une perspective cavalière, en somme, avec un déplacement des imaginaires vers l'ailleurs, l'inattendu, le non-balisé, le contourné. On pourrait y voir un début.

Pour avoir quelques chances de résister, ensemble, au processus généralisé de dégradation programmée des dernières formes de vie acceptables, pour en réinventer de nouvelles, désirables, les modes d'association à venir devront forcément dépasser tous les cadres référentiels des anciennes appartenances idéologiques, stratégiques et identitaires fixes en se situant clairement dans une pratique de sécession réinventée, pensée, capable de redonner « sens au sens commun » (Arendt), ouverte à toutes les expérimentations. Il n'est désormais de critique sociale effective que celle capable de renouer historiquement avec l'idée originelle et bafouée du communisme : faire communauté libre.

**Freddy GOMEZ**

### Rappels et souscription permanente

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour. Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, *La RP* ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes... C'est grâce à vous toutes et vous tous que *La RP* peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

*P.S.* : Nous ne disposons pas d'un service comptable à même d'envoyer des rappels. Il revient donc à chaque abonné-e de faire ce geste militant simple : envoyer à date fixe le montant de son réabonnement.

# La prospective historique fondée

## 1./ L'histoire et les conditions de sa prospective

Nos précédentes études : « L'histoire science du destin des humains » (*La Révolution Proletarienne* 799, 12-2017) et « Penser l'histoire antagoniste » (*La RP* 800, 03-2018) mettent en évidence l'histoire globale.

Elle l'est car elle a franchi ses limites habituelles antérieures. D'une part, dans l'espace en devenant planétaire et non plus comme auparavant prioritairement européenne.

D'autre part, dans le temps, devenant plurimillénaire. Toutefois, nous sommes là dans une extension des données historiques. Certes, elle est une condition nécessaire mais pas suffisante de la construction de ces données.

Il est vrai, un tel ensemble était indispensable. Il favorisait la découverte de faits généraux se répétant à travers leurs variations dans l'espace-temps planétaire.

Un tel progrès, inimaginable avant le 20<sup>e</sup> siècle, réunit les conditions pour faire un pas supplémentaire qui consiste à passer de la rétrospective étendue à une prospective également approfondie, c'est-à-dire justement « donnée, construite » selon des fonctionnalités multiples dont nous allons préciser les principales.

## 2./ Le « donné, construit » général de l'histoire

Six fondements sont à prendre en compte pour que la rétrospective historique « donnée, construite », de façon étendue et profonde, puisse conduire à la prospective fondée.

Poser le « donné, construit », c'est tenir compte d'une double exigence. Les faits traités doivent s'être effectivement produits dans l'histoire vécue. Cependant, ils n'en doivent pas moins être traités par une construction qui distingue les faits comme pouvant avoir les trois propriétés d'être particuliers, singuliers, généraux.

Nous avons souvent l'impression que l'histoire rétrospective nous met simplement devant des faits bruts. Nous pouvons les approuver, nous en réjouir ou les déplorer. Mais nous ne voyons pas comment nous pourrions en tirer la moindre conséquence pour notre expérience à venir. Ces faits ont été ainsi une fois et ne le seront plus.

C'est là une grave simplification. Pour éclairer leurs expériences, les humains ne peuvent articuler les faits que s'ils les réfèrent à ces trois modalités d'appréhension du réel : particulariser, généraliser, singulariser (Demorgon, 2015 : 41-92).

On comprend que quantité de faits particuliers, innombrables, peuvent ne plus se représenter à l'avenir. De même, des faits singuliers, fruits d'une synthèse exceptionnelle ou d'un simple croisement par hasard, ne se reproduiront plus ainsi.

Cela n'empêche pas qu'il faut comprendre aussi qu'il y a des faits ou des aspects des faits qui reviennent, se répètent dans divers lieux et divers temps. C'est la fonction cognitive de généralisation qui se charge de les découvrir.

Les humains la mettent en œuvre à partir de leurs possibilités perceptives, mémorielles, conceptuelles, pratiques et théoriques. C'est une fonction indispensable à la genèse du « donné, construit » de la connaissance.

Toutefois, cela ne signifie pas que les généralisations sont toujours bonnes. Elles peuvent l'être, mais aussi abusives et même fausses. Certains, de ce fait, condamnent à tort toute généralisation. Ils ne se rendent pas compte que, sans elle, nous ne pourrions ni penser, ni parler. Elle est partout et constamment à l'œuvre, en dynamique avec le particulier, le singulier.

Prenons une pratique religieuse comme la sépulture. Il y a plusieurs sépultures spécifiques particulières mais l'existence d'une procédure sacralisée lors de la mort d'une personne est une donnée générale de la conduite humaine.

Il y a plusieurs sortes de religions bien différentes. Pourtant, elles ont ensemble des caractéristiques communes qui permettent de poser une grande activité générale partagée par tous les humains. : « la » religion. Dans certaines langues, on pourra même dire « le religieux » créant ainsi un niveau de généralité encore plus englobant.

## 3./ Trois figures historiques de l'humain en acte et en pensée

Cette fonction de généralisation, une fois comprise, doit être utilisée avec des précautions continues qui doivent être maintenues et soutenues grâce à la fonction annexe de « vérification, falsification ». Celle-ci opère par de constants allers-retours entre ce qui paraît donné (et qui est déjà aussi construit) et ce que l'on est en train de construire (ce qui découvre un donné souvent ignoré jusque-là. Telle est la rationalité dynamique du « donné, construit ». Ce sont là les bases exigeantes à partir desquelles il devient possible de mieux penser ensemble les acteurs et les événements historiques dans leur « unité, diversité »

multifonctionnelle. C'est cela qui permet ensuite de découvrir les liens entre les multiples évolutions significatives particulières, singulières et générales. C'est ainsi que nos travaux antérieurs, à partir de ceux de nombreux historiens, ont pu montrer que l'histoire en acte et en représentation se constituait à travers des genèses antagonistes et longues. Celles-ci mettaient en œuvre puis découvraient progressivement trois grandes figures de l'humain (Demorgon, 2002). Donnons deux exemples célèbres.

Dès le 14<sup>e</sup> siècle, Ibn Khaldûn prend conscience d'un fonctionnement général dans l'histoire de l'Islam. Chaque empire advenu l'a été dans la mesure où des tribus l'ont fondé en renversant l'empire précédent. L'énergie tribale victorieuse doit cependant composer avec les structures de l'empire vaincu pour fonder l'empire nouveau. C'est là une première généralisation qu'il applique en un lieu et en un temps de la planète. Or, il se trouve que, dans les millénaires précédents, le même processus a eu lieu en Chine. On est donc en présence d'une généralisation compréhensive de première importance, celle des formes de société différentes mais complémentaires, en l'occurrence les tribus et les empires quel que soit le continent sur lequel leur conflit « destructeur, constructeur » a lieu.

Second exemple. Georges Dumézil (2011), dans une exceptionnelle analyse des sociétés indo-européennes, de leurs épopées et de leurs panthéons, met en évidence trois grandes activités qui se sont progressivement séparées, distinguées et sont entrées en dynamiques rivales mais complémentaires : le religieux, le politique (administratif et militaire), l'économique (artisans et marchands). Ainsi, pour ne parler que de Rome et de son Panthéon, on aura Jupiter et Mars bien connus. Comme l'économique dans les empires est étroitement subordonné, le dieu qui le représente, Quirinus, est très loin d'être aussi connu que les deux premiers.

Les trois figures de l'humain commencent à se découvrir et aussi leurs genèses. Les formes de société sont produites par les acteurs humains à travers les dynamiques des grandes activités – religion, politique, économie et, plus tard, information. Et ces grandes activités sont produites par la nécessité où se trouvent tous les humains de réguler leurs multiples conduites en fonction des contextes rencontrés. Cette régulation qui est revenue au premier plan de la pensée humaine en Europe, à partir de Hegel, a ses titres d'ancienneté. Citons seulement Héraclite en Grèce et le classique des changements en Chine ainsi que le *Zhong Yong* (Jullien, Khong, 1993).

Nous voyons donc clairement déjà les deux premières exigences pour la possibilité d'une rétros-

pective fondée. Ce sont la globalisation et l'histoire comme planétaires et millénaires et le « donné, construit » étendu et approfondi, vérifié, falsifié des trois grandes figures de l'humain (Demorgon, 2012 : 13-22). C'est un commencement indispensable mais insuffisant. Voyons les quatre exigences supplémentaires qui commencent seulement à être comprises et qui devraient occuper le destinal de l'humanité qui vient.

#### **4./ La « libre » implication humaine prive la prospective de toute prophétie**

Les deux fondements précédents peuvent comporter le risque de traiter l'histoire rétrospective de façon strictement déterministe. Or, cela doit être absolument évité de deux points de vue. Le premier, extérieur aux humains, dépend de tout ce qui peut leur arriver à partir de la planète qu'ils habitent et du cosmos dans lequel elle se trouve.

Le second résulte de ce que les devenir historiques et l'avenir humain dépendent aussi des acteurs humains eux-mêmes. Leurs conduites individuelles et collectives ont été et sont « librement » organisées en activités et en sociétés qui évoluent.

Or, aucun humain, aucun savant n'est en mesure de pouvoir tenir compte de toutes les conduites que continuent constamment à produire tous les humains. Cette implication dans laquelle ils se trouvent — qu'elle soit bien ou mal informée, bien ou mal inspirée — peut changer à tout moment le cours des choses.

Ajoutons que des rétrospectives naïvement déterministes conduiraient à des prospectives à prétention prophétique auxquelles il faut renoncer.

En effet, la prétention prophétique ne doit pas prendre la place du 3<sup>e</sup> fondement de la prospective qui vient : l'implication humaine aussi soutenue que possible. Il convient de préciser que si la troisième exigence d'une prospective fondée est le renoncement à la prophétie et la découverte de la permanence d'une libre implication humaine, la liberté humaine n'est en aucun cas une faculté acquise. Elle est elle-même un « donné, construit » destinal qui dépend de la totalité de l'expérience humaine collective et individuelle, passée, en cours et à venir. Cette précision concernant l'implication constitue la 4<sup>e</sup> exigence d'une prospective fondée présentée ci-après.

#### **5./ Acteurs humains « situés » dans l'évolution**

La 4<sup>e</sup> nécessité pour parvenir à une histoire prospective fondée doit faire face à une question singulièrement difficile. Une telle prospective peut-elle se passer de références étendues et approfondies à l'histoire du monde vivant en tant qu'il a précédé l'apparition de l'homme ?

Il ne suffit pas de répondre « non ! ». Les exigences que cela représente en termes de connaissances comprises et intégrées sont considérables. Toutefois, une première observation mérite d'être faite.

Il convient de reconnaître que les trois premiers fondements que nous venons de présenter — histoire planétaire millénaire, donnée-construite, non prophétique — auraient été, eux aussi, au 19<sup>e</sup> siècle, considérés comme constituant des exigences irrecevables. En un siècle, elles ont cessé de l'être.

En seconde observation reconnaissons cependant le maintien de la difficulté. Non sur le seul plan quantitatif des connaissances manquantes, même s'il existe. Plutôt sur celui qualitatif d'une interrogation destinale qui garde son mystère. Et dont, pour cette raison, les acteurs humains se détournent souvent dans leur vie quotidienne absorbante. Quand ils ne le font pas définitivement, croyant avoir résolu la question du sens de la vie humaine par la réponse qu'ils y donnent et qu'ils trouvent judicieuse en ce qui les concerne en tout cas ! Cela n'empêche pas non plus la question de perdurer. Elle reste toujours présente, d'une façon ou d'une autre, dans la perception, l'affectivité et la réflexion humaines.

Selon les périodes de l'histoire et le développement des connaissances, la relation de l'humain au monde de la Vie et au Cosmos a même pu susciter nombre de grands débats polémiques collectifs. En effet, les réponses apportées n'ont pas manqué et se sont fréquemment opposées.

Et cela, d'ailleurs, en opposant même de grandes activités humaines, comme la religion et la science. L'épisode à coup sûr le plus marquant, pas si lointain, porte le nom de Charles Darwin (1859). Il se trouve dans un livre dont le titre abrégé est aujourd'hui communément : « *L'origine des espèces* ». En établissant une relation effective entre le singe et l'homme, l'œuvre de Darwin a déclenché des prises de positions inverses pas encore épuisées.

Une histoire rétrospective globale, mieux « donnée, construite » et sa prospective fondée ne peuvent pas consister en des compilations de faits et d'événements qui se prétendraient scientifiques précisément parce qu'ils font abstraction de la question destinale de l'humain.

Cela au nom d'une science périmée à l'objectivisme étriqué qui se refuse à reconnaître que des questions sans solutions strictes n'en font pas moins partie du réel. Et même que, surtout comme telles, elles peuvent avoir des conséquences étendues et profondes tout au long de l'histoire poursuivie des humains.

La 4<sup>e</sup> exigence, requiert que la globalisation planétaire et millénaire de l'histoire humaine soit désor-

mais comprise comme insuffisante. L'extension et l'approfondissement de la rétrospective de l'histoire globale humaine à l'histoire de la vie et à celle du cosmos, restent indispensables à toute future prospective fondée

L'être humain ne peut pas se définir à partir de la durée des vies individuelles. Et même pas non plus par le temps, déjà autrement plus long, écoulé depuis son advenue. Il fait partie d'un monde du vivant qui, en évolution créatrice, est à son origine.

## **6./ Acteurs humains se situant dans l'évolution créatrice**

Que cette donnée soit privée d'un sens imposé ou même proposé, cela reste partie prenante d'un sens à poser en appel à la donnée constitutive non d'une nature de l'humain, mais de sa condition de néotène (Demorgon, 2016 : 201-297)

Il advient dans l'univers, il y vit, y existe peu programmé par la nature et devant se programmer en fonction d'un environnement planétaire et cosmique ouvert. Dans ces conditions, comment pourrait-il continuer à se poser si peu la question du sens de son advenue et de son advenir ?

Complétons ces données anthropologiques par au moins trois sortes de références historiques qui viennent rendre plus vives et pressantes les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> exigences fondatrices.

En premier lieu, l'humanité commence à comprendre qu'elle doit faire face à ses responsabilités d'ordre écologique. C'est loin d'être acquis. Il est vrai, le mot « écologie » qu'invente Haeckel, biologiste allemand, favorable à Darwin, ne date que de 1866.

C'est depuis moins longtemps que les humains ne peuvent plus ignorer à quel point ils dépendent du monde du vivant et des catastrophes qu'ils risquent en ne respectant pas ses équilibres.

En second lieu, le deuxième appui résulte d'une révélation tout autant sinon plus bouleversante. La course aux armements, consécutive à la rivalité Est/Ouest, est parvenue à un point tel qu'une apocalypse atomique fait désormais partie des possibilités de l'avenir humain.

En troisième lieu, le troisième appui est plus positif. La rivalité Est/Ouest a heureusement permis l'aventure spatiale. Conjuguée aux problèmes écologiques, elle souligne une problématique très réelle, connue et pourtant laissée sans responsabilité suffisante. Nombre de données dangereuses peuvent provenir du Cosmos.

Même s'ils disposent, aujourd'hui, de certaines parades, les humains ne se préoccupent pas de la réponse technique, possible, mais qu'il conviendrait

d'élaborer.

Toute cette réflexion argumentée devrait permettre de comprendre qu'une histoire humaine scientifique, fondée, est désormais dans l'obligation de se penser destinale, comme bien entendu la prospective qui peut la prolonger.

Or, ce destinal de l'humain ne peut se contenter d'une histoire qui s'autoriserait à ne pas tenir compte de l'histoire qui la précède, celles de la Vie et du Cosmos.

Le mystère, certes, ne disparaîtra pas. Sans doute, heureusement. Par contre, l'intuition humaine peut s'y retrouver, au point de changer telle ou telle de ses orientations qui, aujourd'hui, reposent largement sur ce qu'il faudrait vraiment nommer la culture de l'autruche.

### **7./ L'exigence de partage d'une implication croissante dans l'histoire éprouvée**

Le 3<sup>e</sup> fondement a posé la nécessité de l'implication des humains dans l'histoire locale et globale, vécue, éprouvée, inventée. Le 5<sup>e</sup> fondement pose que cette implication ne peut pas être du seul ressort d'une élite. Cela ne rend pas impossible la prospective, cela lui confère un statut diminué. Son statut n'est pas diminué par une incapacité à penser ce qui peut advenir. Il l'est par la pauvreté déjà « donnée, construite » de cet advenir réduit imposé par l'élite dominante. L'histoire élitiste dominante, qu'elle soit religieuse, politique, économique, entrave le développement d'une humanité pleinement créative pour laquelle une prospective fondée pourrait être mise en œuvre. Pour le moment elle reste barrée par le lourd déficit de cette implication.

Elle n'est pas un projet partagé à partir des vécus antagonistes si la plus grande part des humains ne sont pas en mesure d'accéder aux enjeux. La prospective ne porte alors que sur des pronostics concernant les pertes et les gains de l'élite qui domine une histoire destinale réduite. Elle est prévisible. Comme nous l'avons montré à travers l'histoire de l'Europe du 11<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> siècle (Demorgon, *La RP* 799 et 800). Une prospective fondée est inséparable d'une histoire elle-même fondée dans laquelle les humains sont en en large part en échange antagoniste « inégalitaire, égalitaire » et non en échange biaisé monstrueusement inégalitaire.

De même que la prospective historique destinale fondée était incompatible avec la prophétie, elle l'est avec l'élitisme. L'élite, coupée de l'ensemble des autres humains, quelles que soient ses intentions, ne produit aucune histoire et aucune prospective fondées. Elle maintient une sorte de préhistoire. Le néolithique n'est pas achevé.

La question n'est pas strictement celle d'une opposition entre les humains ; ou du moins pas au sens où on l'emploie d'habitude. Ce qui condamne l'élitisme du point de vue de la connaissance fondée anthropologique ou historique et rétrospective ou prospective, c'est qu'en éliminant une immense part de l'humanité de sa participation à tout l'horizon de l'action et de la pensée, il élimine tout ce qui pourrait en résulter de connaissances et d'inventions. Il en va de la condition humaine que la qualité et la quantité de ce qu'elle produit est totalement liée à la qualité et la quantité des échanges qu'elle peut mettre en œuvre.

L'élitisme, même bien intentionné et, *a fortiori*, l'élitisme de la domination devraient à l'avenir être compris par un plus grand nombre d'humains comme tout à fait contre-productifs. Cela sur tous les plans : économique, écologique, éthique. Voyons mieux cela à travers le sixième fondement, celui de l'antagonisme compris comme irréductible et ensembliste

### **8./L'humanité en devenir « antagoniste ensembliste »**

Pour avancer vraiment dans cette implication il faut en inventer le partage autrement qu'à travers nos régimes démocratiques. Ils ont fait la preuve que le pas franchi d'ethnos à demos est très insuffisant. Il reste impossible de passer du peuple local, national ou impérial, au peuple simplement humain. Comme le montrent aujourd'hui, de façon criante les tragédies migratoires. Les humains inscrits dans des nations territorialisées ne parviennent pas à reconnaître comme humains à secourir les plus nus d'entre eux au bord même de la mort. Ces humains désinscrits sociétaux sont renvoyés au néant de leur sursaut de liberté personnelle. Il doit être compris qu'il n'y a pas d'humain qui puisse se reconnaître humain tout seul. Le droit de l'homme de chacun est au bon plaisir des autres.

Qui peine à comprendre que la colonisation puis la décolonisation n'ayant cessé de prétendre qu'elles avaient comme souci l'aide au développement, ces migrations de misère économique et politique ne devraient pas être d'actualité. On sait maintenant que tout cela n'avait qu'une bien faible part de vérité

On a compris que le seul mode d'évolution avec sa progression minimale, c'était désormais le brillant tour de passe-passe de la globalisation économique. On affaiblit les classes mal subordonnées des pays développés en traitant une part du travail productif à meilleur prix dans les pays sous-développés.

Double gain. Certes les salaires augmentent dans les pays moins développés mais les revenus diminuent dans les pays développés. Il y a une visée éga-

lisatrice par le bas. En conséquence, au total, une montée vertigineuse des inégalités.

Ce n'est en aucun cas une question seulement morale, c'est une question prioritairement économique. Quand la moitié de l'humanité se trouve de facto mise dans l'impossibilité d'user de ses moyens largement à l'œuvre ailleurs, c'est l'inventivité et la productivité globale des humains qui est diminuée.

La question écologique qui réclame justement de l'inventivité nouvelle, stagne. Les procédures nouvelles et leurs ressources pourraient être autrement plus nombreuses et fécondes avec une part augmentée et non diminuée d'humains actifs découvreurs et inventeurs.

Ce survol d'une humanité antagoniste n'est pas là pour prouver ce que chacun sait. Il est là pour accepter d'abord ce que l'on prend pour le mal tout en le tolérant constamment : l'antagonisme entre humains. L'histoire globale, en particulier telle que la traite David Cosandey (2007), a clairement montré que, tout au long de l'histoire, certaines auto-organisations sociétales rivales y compris guerrières avaient en raison d'une modération produite, volens nolens, été à l'origine de productions scientifiques et techniques d'abord secrètes et réservées (pour l'emporter) mais que l'humanité ensuite se partage. Ce qui se fait ainsi plus ou moins inconsciemment pourrait à l'avenir se faire plus consciemment. (Demorgon, 2018).

Ce sera long car il faudra comprendre que l'antagonisme entre humains n'est ni d'avance le mal ou le bien. Il est là d'abord et doit être traité. Soit de manière grossière, soit de manière raffinée. L'une et l'autre manières ne sont pas si difficiles à juger.

Simplement, chacun étant juge et partie, la question de savoir sur quelles bases il juge est incontournable. C'est ici qu'il se confirme que l'élitisme est aussi une nécessité ; Sauf que les élitismes aussi sont, eux aussi, grossiers ou raffinés. Il y a même un critère de l'élitisme raffiné. Il finit pas comprendre souvent un peu tard que son isolement est en fait l'isolement qu'il produit de l'humanité avec elle-même.

Nous avons montré, en lui consacrant tout un livre, que l'antagonisme, multiplement destructeur et constructeur, était partie prenante de tous les domaines d'activité des humains. Comme il l'est de tous les domaines de la vie et du cosmos Celui-ci et Celle-ci montrent leurs extraordinaires réalisations. Or, les humains en descendent. S'ils ne les respectent pas c'est qu'ils ne respectent pas leurs ancêtres. S'ils les respectent il faudrait sans doute qu'ils leur fassent honneur en leur montrant comment portés par eux, ils participent à des réalisations nouvelles. Ils y parviendront seulement en apprivoisant l'antagonisme ensembliste. Or le terme « ensembliste » n'évoque

pas les pauvres moutons mais l'éprouvante complémentarité articulée des opposés.

**Jacques DEMORGON**

\*

## Bibliographie

- Darwin Ch. 2008. *L'origine des espèces*. Flammarion.
- Demorgon J. 2016. *L'homme antagoniste*. Economica.
- Demorgon J. 2015. *Complexité des cultures et de l'interculturel. Contre les pensées uniques*, 5<sup>e</sup> éd. Economica.
- Demorgon J. 2012. « Critique de la raison interculturelle. Trois grandes figures antagonistes de l'humain en genèse », *La Francopolyphonie*, n° 7/1, Chisinau : Ulim.
- Demorgon J. 2010. *Déjouer l'inhumain*, Avec Edgar Morin, Préf. de J. Cortès. Economica.
- Demorgon J. 2002. *L'histoire interculturelle des sociétés*, 2<sup>e</sup> éd. Economica.
- Demorgon J., Klein E. 2018. *La science est-elle née en Occident ? Le monde appartient à ceux qui se lèvent Occidentaux ! Une étude de l'œuvre de David Cosandey*. Alger: el borhane.
- Dumézil G. 2011. *Mythes et dieux des Indo-européens*, Flammarion.
- Ibn Khaldûn, 2002, 2012. *Le livre des exemples*, 2 T. Gallimard.
- Zhong Yong, *la Régulation à usage ordinaire*, trad., intro. et comment. par F. Jullien, Imprimerie Nationale 1993

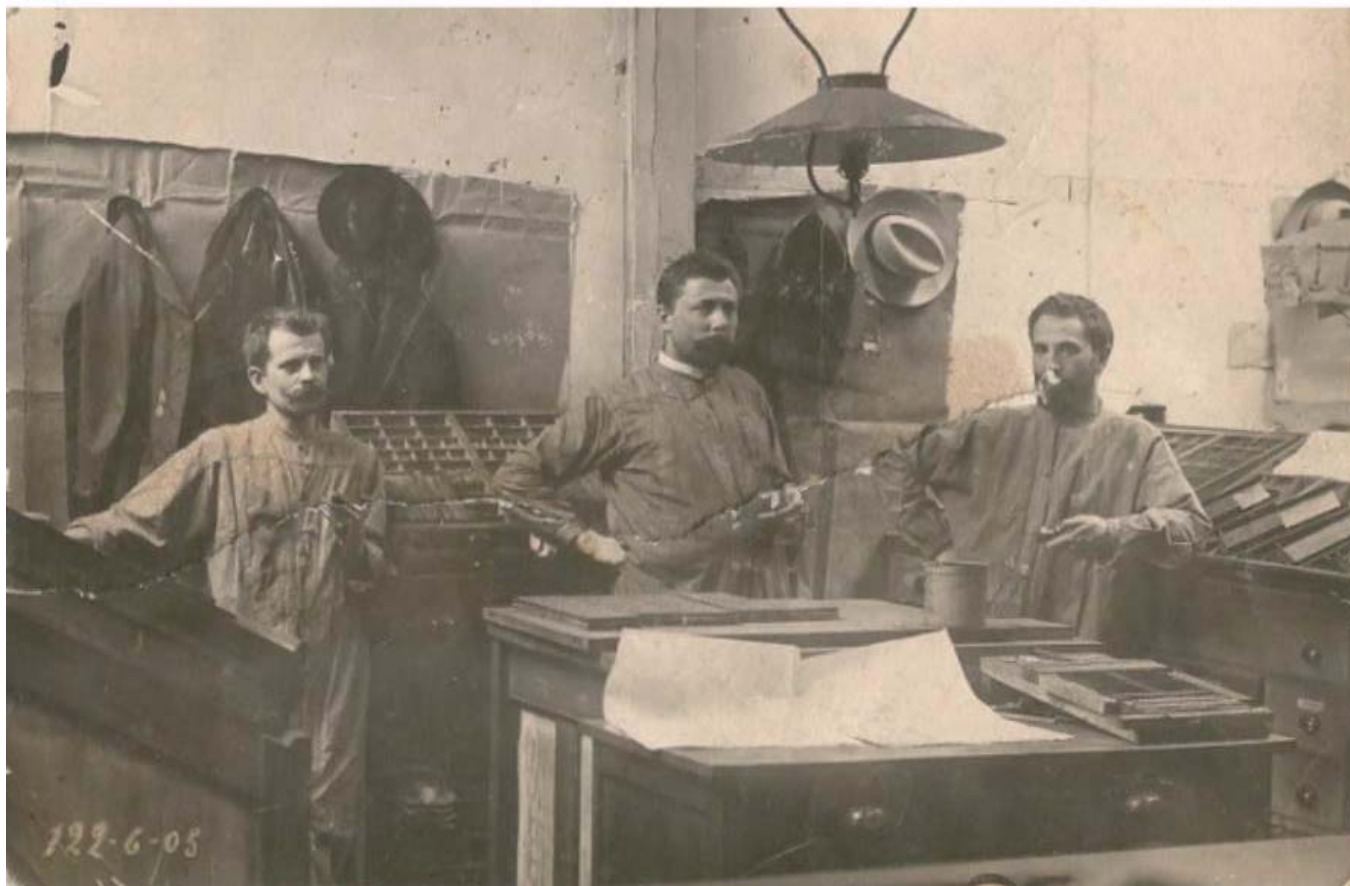
◇ ◇ ◇

## Norvège

Après une grève de 35 jours à l'automne dernier, Norse Production a finalement signé une convention collective pour le secteur de la transformation du poisson. Norse Production était un sous-traitant de Sekkingstad AS, une grande entreprise qui exporte du saumon à plus de 100 détaillants et entreprises de transformation dans le monde entier. La société a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de couronnes norvégiennes (0,21 milliard d'euros) en 2017.

Ensuite, les propriétaires ont mis en faillite Norse Production. Quelques jours plus tard, Sekkingstad AS a établi un nouveau sous-traitant, Sund Laksepakkeri, au même endroit et avec presque exactement la même direction. Aucun des travailleurs syndiqués de Norse Production n'a été embauché dans la nouvelle entreprise et la convention collective a disparu. La faillite de Norse Production et la création d'une nouvelle société étaient une action planifiée par Sekkingstad AS pour se débarrasser des travailleurs syndiqués et de la convention collective. La direction a délibérément cassé le syndicat et nous ne pouvons l'accepter. Envoyez vos protestations aux propriétaires et gestionnaires de Sekkingstad et Sund Laksepakkeri en ligne à [https://www.labourstartcampaigns.net/show\\_campaign.cgi?c=3830](https://www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=3830)

## Avant guerre...



Clavistes de l'imprimerie coopérative Soïouz (Union), rue Méchain, où *la Vie ouvrière* de Pierre Monatte est imprimée dans les années 1910.



1<sup>er</sup> concert de l'harmonie des Milices antifascistes sous la direction d'Eduard Toldrà, place de Catalogne, Barcelone, 30 août 1936.

# Communiquons et performons !

« Il faut communiquer ». L'injonction est devenue un poncif avec ses procédures et ses modes opératoires normatifs (on n'est jamais très loin de la procédure industrielle, à suivre et à respecter). Nous avons à notre disposition, en pareille circonstance, un vocabulaire véhiculé par une langue anémiée comme cela est le cas dans le cadre du discours managérial et commercial – y compris dans son déploiement politique auquel nous assistons depuis quelque temps – par le biais de laquelle, désormais, nous évoluons dans l'ordinaire de nos interactions sociales et affectives. Où « faire société » est devenu une affaire d'objectifs et d'efficacité commerciale. Ces interactions ainsi médiatisées agissent comme autant de signes de reconnaissance et de formulations implicites, et participent d'une idéologie qu'elles véhiculent et contribuent à reproduire avec un naturel déconcertant et beaucoup de naïveté pour les uns et de duplicité chez les maîtres de l'art. Combien de phrases entendues dans un contexte particulier, comme celui du travail, du divertissement de masse, transformées en viatiques, combien de mimiques empruntées aux normes comportementalistes (le sourire assertif), « parlent » la langue d'une société tout entière soumise aux nécessités du fétichisme de la marchandise et de sa reproduction en tant que fait social et de son renforcement en tant que principe d'aliénation. L'illusion que nous pourrions avoir, et qui nous berce, de maîtriser le sens de cette langue au prétexte que nous en usons avec « aisance et efficacité » dans mille activités quotidiennes, génère une « culture » au sens anthropologique du terme, et modifie, non seulement les contenus de nos échanges sociaux, mais aussi leur nature et notre rapport au monde en les soumettant aux impératifs de la vitesse (tout, tout de suite), de l'efficacité, de la performance, de la rentabilité et de la productivité.

## La langue « managériale »

La langue « managériale », à l'origine vernaculaire, est devenue véhiculaire. Elle se construit en une série d'articulations qui obéissent aux lois du marché. Ou pour le dire autrement, elle s'articule autour d'un imaginaire productiviste et propose, au nom de l'efficacité, une symbolique rudimentaire, facile à assimiler, d'un usage simple et parfaitement adaptée au cadre dans lequel on se tient lorsqu'on l'a faite sienne. Car « Une langue, écrira cette grande dame que fut Jacqueline de Romilly (in *Le Jardin des mots*, Stock,

2008), *c'est beaucoup plus qu'une somme de règles grammaticales : c'est un mélange subtil d'habitudes et de valeurs ; c'est aussi le fruit d'une longue maturation, dans laquelle les éléments successifs viennent ajouter à la richesse de l'ensemble.* » De ce point de vue, le primat du langage économique dans la plus insignifiante des considérations est symptomatique de ce processus. « Cette langue a une dynamique propre, un caractère performatif qui fait sa force : plus elle est parlée et plus ce qu'elle défend — sans jamais l'exprimer clairement — a lieu. <sup>1</sup> » Il ne s'agit plus de galvaniser les foules en donnant à la libido fasciste l'attrait d'une illusion groupale – le sport spectacle s'en charge fort bien –, mais bien de présenter l'indiscutable évidence du contenu de ses formulations comme la seule « voie possible », la seule qui soit en mesure, à l'exclusion de toute autre, de se complaire dans une langue aux allures de fausse conscience – le fruit incestueux d'un rapport intime, presque charnel, en tout cas organique, entre le ressentiment de masse et la désignation d'un bouc émissaire dans la figure, par exemple, de « l'assisté », voire « du salarié privilégié » puis désormais du salarié tout court dont le statut est pointé du doigt comme pour mieux louer l'entrepreneur. Le ressentiment du *loser* sera bien entendu stigmatisé, sa figure dépréciée, son état considéré comme « mérité », à charge pour lui de se corriger, de se rééduquer, en un mot comme en mille « de s'adapter » – et de s'adjoindre les services d'un coach qui se glissera dans les défroques d'un « sur-moi » en vrac pour galvaniser son « moi », son « moi, je » dont il recommande fortement, et avec insistance, un usage intensif car c'est, dit-il, la clé du « succès ». Mais un « moi-je » obéissant aux nécessités de « la positive attitude » et à l'impérative nécessité d'en démontrer la puissance salvatrice. Le comportement est, dit-on alors, un « des outils » que le sujet de son temps se doit de maîtriser. Dans le cadre d'une gestuelle codifiée – et plus le vocabulaire courant s'appauvrit, plus il est indispensable d'exprimer physiquement, en frisant parfois la pantomime euphorisante, la joie, l'étonnement ou le plaisir – les gestes en apparence ordinaires, ceux de notre quotidien vécus comme allant de soi, et parce que précisément ils vont de soi lorsque l'on appartient à tels ou tels clan, service, famille, classe, catégorie sociale, ligne hiérarchique, prennent la forme d'une évidence ritualisée qui nous permet de tenir « ensemble » dans

<sup>1</sup> Eric Hazan, *LQR -Lingua Quintae Respublicae – La propagande au quotidien*, Raisons d'agir, 2006, p. 21.

le cadre étroit de notre sentiment d'appartenance au groupe des « winners ». Les formations comportementalistes insistent sur l'importance du non-verbal et proposent des « training » favorisant l'apprentissage d'une norme corporelle qui doit beaucoup à l'art dramatique mâtiné de yoga, telle que, par exemple, « l'ouverture du plexus solaire », la direction du regard, la gestuelle ouverte (épaule, bras, port de tête), bref toutes choses supposées amadouer votre interlocuteur et vous mettre en situation de maîtriser votre expression.

Et, pour y revenir, la vitesse synonyme d'efficacité (l'aune à laquelle se mesure toutes choses), élimine mille finesses, subtilités, nuances, indéfinies et indicibles, et des plus essentielles, mille choses inextricables, contradictoires. L'efficacité – performance, efficacité, excellence – comme absolu désirable nous transforment en simples machines en quête de performance macro-économique. Liberté et obéissance sans réserve à l'ordre économique ne sont plus les termes d'un oxymore désuet. L'enjeu, le seul qui vaille nous dit-on, compte tenu de « l'objectif » ou du « projet », ce sera votre capacité d'adaptation au monde comme Marché. L'ambition de l' élu est traversée par toutes ces tensions et se constitue en affects qui le nourrissent, là où le sujet se revendique en tant que « sujet libre » mû par son ambition (la seule qui vaille), lors même que tout concourt à le mettre en compétition, sous forme d'algorithme, sur le grand marché de l'hédonisme, en sur-jouant « la positive attitude ».

### Quantifier pour qualifier

La domination de l'économie politique trouve sa traduction en termes statistiques qui en sont l'expression la plus accomplie. Les chiffres sont sa langue – obsession de l'audimat, des sondages d'opinion, des indicateurs de toutes natures et sur tous sujets – parts de marché, moyennes, écarts types, pourcentages en tous genres... La qualité ne vaut finalement qu'à travers la quantité qui, en quelque sorte, la sanctionne et l'établit dans une réalité hors de tout soupçon, neutre et indiscutable, offerte uniquement à l'usage des commentateurs avertis comme en d'autres temps l'on diffusait des textes apologétiques. La quantification des êtres et des choses (objets-marchandises) mises sur le même plan, est traitée de façon similaire par la langue dans laquelle elle est formulée.

Empruntant désormais son langage aux catégories de l'économie, et des mots comme investissement, rentabilité, valeur ajoutée, gains, bénéfice sont utilisés indistinctement pour « des projets personnels », sa carrière, sa famille, ses enfants, leurs études, ses loisirs. Ainsi se tisse un certain nombre de croyances

et de rituels que chaque sujet intériorise et transforme en expérience individuelle. Rites où le social, le politique – ou ce qu'il en reste – se confondent dans la même ordonnance sous l'égide de l'économique. Ils sont à son service et sont autant de marqueurs d'une transformation profonde des sociétés, et des rapports sociaux de production.

### Vouloir, pouvoir comme substitut de la vie bonne

L'entrée en scène de la volonté comme antidote à une éthique n'apportant pas de réponses mécaniques – et surtout préétablies – en situation d'interactions entre les « consciences malheureuses » et la puissance abstraite de la valeur qui les aliène, donne lieu au spectacle, et quel spectacle, de son autocélébration. Un bénéfice secondaire, en somme. Il faut sans doute y voir une forme de clôture sur soi qui console tout un chacun de l'existence, en tant que symptôme, d'un malaise psycho-social plus ou moins égoïstement ontologisé, qui prend la forme d'une frustration infantilissante (l'envie de rien et le désir de tout). Le volontarisme sera ainsi, et plus que jamais, une tension idéologique qui compense provisoirement des frustrations et des impuissances qu'éprouve une conscience malheureuse prise aux pièges de ses propres leurres. Malgré tous ses efforts, son acharnement et son obstination, rien n'y fait durablement. Il y aura toujours une sorte de retour du réel semblable au retour du refoulé où, quoi que l'on dise, quoi que l'on fasse (comme il faut), rien n'y fera, elle ne parviendra pas, fût-ce au prix d'efforts constants et répétés, à se mettre au diapason des nécessités de la médiatisation sociale de soi mise en scène dans le récit de sa réussite.

S'impliquer, s'investir, « valoriser ses talents », « être joyeux même dans l'adversité », sont à ce point désirables qu'ils conditionnent « la valeur » de « l'être ». On y parle avec gourmandise de « gérer son manager, ses collaborateurs, son conjoint, sa rupture avec lui, ses conquêtes, de la séduction compulsive, du corps, de sa santé<sup>2</sup>, de ses amis, de sa carrière, de son alimentation... ». Puis, fruit d'une bonne gestion, on y « exprime ses émotions » avec l'impudeur juvénile de ceux qui se découvrent des capacités insoupçonnées à mesure qu'ils les éprouvent. Car elles tiennent lieu de preuves. Le salut est à formuler en ces termes. On fréquente les sites de rencontres pour rationaliser son besoin d'aventure et de compagnie, heureux d'avoir fait la nique au hasard que l'on répudie. On n'aura aucune indulgence compas-

<sup>2</sup> Comme le pointa Nietzsche, « Pour le jour on a son petit plaisir, et pour la nuit son petit plaisir, mais on révère la santé. « De l'heur nous avons fait la découverte » – disent les derniers hommes et ils clignent des yeux. » (*Ainsi parlait Zarathoustra*, Folio/Essais, p. 30). Cette phrase est aussi traduite ainsi : « Nous avons inventé le bonheur ». Au nom de la santé, la maladie se transforme en péché.



Traduction de la photo: *Le capitalisme travaille pour moi. vraifaux.* Réalisation d'un sympathique artiste américain nommé Steve Lambert (son site: <https://visitsteve.com/>)

sionnelle pour tous ceux et celles qui, n'ayant pas cédé aux sirènes de cette nouvelle forme d'addiction, s'entêtent à ne pas vouloir y faire leurs courses matérielles et affectives – sur internet, on trouve tout et même, parfois, un livre de recettes comme *Bonheur et performance en entreprise : Les clés du succès* de Renaud Gaucher. Et comme Gilbert Bécaud chantant *La solitude ça n'existe pas*, parce que disent les paroles de la chanson, « Le club Méditerranée, ce n'est pas fait pour les chiens », tout concourt à vous en convaincre. Parce que, vous dit-on, c'est facile : un clic, un code. Ce qui donne lieu à des addictions et des compulsions consuméristes souvent pathétiques, parfois grotesques pour ne pas dire parodiques.

### En guise de conclusion

Cette pénétration en profondeur de « l'idéologie managériale » se fait via toute une construction « spéculaire » dont nous intériorisons la grammaire. Il en va ainsi de la « volonté de dominer... sa vie, son prochain », de l'action et de la vitesse. C'est un discours qui circule et s'incarne dans un vaste ensemble, assez flou, difficile à cerner il faut en convenir, que par commodité de langage (sic) l'on qualifiera de « classes moyennes urbanisées et globalisées » ou encore de « petite bourgeoisie intellectuelle ». Ceux qu'Henri Lefebvre<sup>3</sup> décrivit comme des « subordonnés privilégiés ».

Jean-Luc DEBRY – Mai 2018.



<sup>3</sup> Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Anthropos, 1968.

## Morceaux choisis

Il y a quelques jours, on a lu dans la presse commerciale que l'« héroïque », « dévouée », « professionnelle » et « pure » police fédérale de la ville de Mexico [...] s'était retrouvée prise dans un « affrontement » – c'est en ces termes qu'on l'a nommé – avec un groupe de personnes non voyantes. Les méchants aveugles ont foncé avec leurs « armes », leurs bâtons, sur les pauvres policiers qui ne faisaient qu'accomplir leur devoir et qui ont été contraints de répliquer à coups de matraque et de bouclier pour faire voir aux non-voyants que la loi est la loi pour ceux d'en bas, mais pas pour ceux d'en haut.

Ainsi, il y a peu de temps, une journaliste, de celles qui plaident le « professionnalisme » et l'« objectivité », écrivait sur la mort de l'*hermano* en lutte et collecteur de pluies Eduardo Galeano. Elle laissait entendre un faux lien entre le Galeano écrivain et le Galeano *maestro*, milicien et zapatiste. Cela pour suivre les spéculations à la mode qui frappent habituellement le monde journalistique et les réseaux sociaux : parler de quelque chose pour cacher le fait que l'on n'a rien à dire ou d'important à relater.

« Maestro zapatiste Galeano : notes d'une vie », in *Commission Sexta de l'EZLN, Pistes zapatistes – La pensée critique face à l'hydre capitaliste*, Albache/Nada/Union syndicale Solidaires, 2018.



## Le désir libertaire

Dès la parution de son premier numéro, le 5 novembre 1973, peu après la quatrième guerre israélo-arabe et alors que des deux côtés on communiait dans des re-lents de patriotisme, *Le Désir libertaire* adoptait la déclaration faite par des Arabes et des Israéliens, qui fut la seule, alors, à rappeler qu'il existait une solution prolétarienne à ce conflit d'un autre âge.

Puisqu'à l'appel des patriotes et sous les vivats des poètes, des jeunes des deux camps portaient la fleur au fusil, puisqu'ils se réjouissaient même de jeter leurs martyrs à la face des aînés « embusqués », dont ils briguaient la place, puisqu'ainsi tout rappelait la guerre de 1914-1918, il était temps face aux écrivains arabes de rétablir dans sa vérité subversive le mouvement dada de 1916 et la part la moins littéraire qu'en hérita le surréalisme.

Tout autant, il nous fallait rappeler, en les débarrassant de la gangue tactique dont Lénine les avait enveloppés, les slogans : « Transformer la guerre impérialiste en guerre civile », « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers. »

Cette redécouverte du subversif dans l'histoire et la littérature devait immédiatement provoquer la fureur des littérateurs arabes. Ils nous voyaient ainsi remonter aux sources de leurs plagiats édulcorés et redécouvrir pour notre compte les œuvres de Georges Henein et des surréalistes égyptiens d'avant-guerre, avec lesquels ils ne peuvent soutenir la comparaison.

Habités à se nourrir des cadavres les plus décomposés de la littérature européenne, les littérateurs arabes ne voient dans le surréalisme qu'un catalogue d'images insolites, une morgue d'images fantastiques et, avec ce paternalisme qui sied à leur statut d'écrivain, nous reprochent un attachement injustifié (puisque passé de mode) au surréalisme lui-même et non pas au surréalisme entaché de mysticisme, d'esthétisme, ou de communisme-de-parti : le surréalisme même.

Certains qui ne conçoivent d'activité révolutionnaire autre que soumise à une ou plusieurs idéologies et qui ne savent gagner leur croûte qu'en se faisant les porte-plume d'un ou de plusieurs gouvernements, nous accusent tout naturellement d'être à la solde de quelque État. Qu'il nous suffise, en réponse, de révéler que notre revue est alimentée par le recyclage des ordures littéraires ; puis par l'aide involontaire de parents ou parents d'amis, enfin par l'aide occasionnelle de personnes ayant connu le mouvement surréaliste de son vivant.

Ainsi se démasquent, face à nous, tous ces écrivains arabes. Une lettre ouverte *Aux poètes arabes* qu'a publiée par la suite *Al-Hawadith*, hebdomadaire libanais à grand tirage, était destinée à couper les ponts



avec ces gens-là et avec tous ceux qui rêvent de les concurrencer sur le même terrain.

Face à la poésie de cette confrérie misérable, face à la poésie militante, aux poètes fonctionnaires, aux poètes martyrs, aux poètes messies, le *Désir libertaire* a affirmé qu'il n'est de poésie que de l'individu qui se réalise et que seul le poète à venir

sera la révolution, celui-ci réalisant celle-là.

Nous avons dit plus haut que les poètes et les artistes arabes ne concevaient pas d'activité artistique en dehors de la soumission à une idéologie. Mais ce qui reste d'« artistes » et de « poètes » occidentaux, ne disposant plus d'idéologies attractives dans leur monde pleinement industrialisé et donc désillusionné, se transforme en chantres de toutes les révolutions avortées dans les pays sous-développés et de leurs variantes idéologiques, exotiques ; ils se font les chantres de leur propre passé, remis à neuf, mais bien mort. Le mépris où s'enlisent ces « artistes » et ces « poètes » occidentaux montre à leurs confrères arabes le triste sort que leur réserve l'histoire ; les premiers, donc, montrent aux seconds, d'une manière éclatante parce que la qualité est manifestement absente de leurs cantiques humanitaires, la misère de toute poésie mise au service d'une « révolution ». La poésie, quand elle se réalise, est toute la révolution. Les gestes de la révolution seront passionnés de poésie ou ne seront rien ; et la poésie sera en eux ou ne sera pas.

La poésie et l'art modernes ont été une révolte du langage ; en cela ils étaient réellement contemporains des révolutions prolétariennes ; comme le prolétariat, ils ne visaient rien moins que leur autosuppression. La culture arabe contemporaine n'est en rien contemporaine des actes de révolte dans le monde arabe, ni de leur aspect sacrilège ; elle est, par contre, contemporaine de la prolifération des régimes et organisations bureaucratiques ; nous n'avons rien à en tirer qu'une liste de noms qui enrichiront notre vocabulaire d'insultes.

### Maroine Dib et Abdul Kader El Janabi

Éditorial en français pour la livraison en français du *Désir libertaire* (25 novembre 1975), in *Le Désir libertaire – le surréalisme arabe à Paris 1973-1975*, Éditions de l'Asymétrie, 2018.

# Les Universités populaires aujourd'hui : l'exemple de Marseille

## *Un entretien avec Annick Stevens*

**RP. Peux-tu résumer ton parcours en quelques mots avant la fondation de l'Université populaire de Marseille (UPM) ?**

Jusqu'en 2012 j'étais professeur de philosophie dans une université belge. J'ai démissionné en raison des changements imposés progressivement aux universités par les législations européenne et nationale. Ces changements concernent les programmes des cours, la promotion de certaines filières et la dévalorisation d'autres, les critères d'évaluation et de sélection des enseignants et chercheurs, les objectifs qu'est censé viser l'enseignement universitaire, toutes mesures menant à une grave décadence qualitative et à une perte de sens du rôle de l'université dans la société, outre le défaut souvent mentionné d'une soumission croissante à l'idéologie productiviste et économiciste. Ceux qui refusaient la domination de l'intrigue et du carriérisme étaient trop découragés pour lutter collectivement ; la qualité des cours et des travaux de recherche était devenue le dernier souci des gestionnaires comme des ambitieux ; il était impossible de continuer de participer à un tel système.

**RP. Quand, pourquoi et comment l'UPM a-t-elle été créée ?**

Depuis plusieurs années je suivais avec intérêt le renouveau des universités populaires qui renouaient en partie avec les motivations de leur première création au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. À cette époque comme maintenant, il s'agissait de répondre à un désir de connaissances non pas directement pour accéder à une profession mais pour le plaisir de s'élever intellectuellement, d'améliorer ses moyens de jugement, de comprendre la complexité des différents domaines théoriques et pratiques, tout cela permettant aussi de mieux agir dans et sur la société. Comme je voulais continuer à enseigner la philosophie, et que par expérience j'en étais arrivée à penser que cela ne peut se faire que dans une complète liberté, aussi bien la liberté des auditeurs qui choisissent d'y participer que l'indépendance vis-à-vis de toute autorité politique ou académique, j'ai décidé de créer une université populaire pour y donner ce type de cours. Un ami m'a mis en contact avec Richard Martin, le directeur du Théâtre Toursky, qui a tout de suite accepté de me prêter une salle un soir par semaine. J'ai aussi bénéficié du même coup des moyens de dif-

fusion de l'association des amis du théâtre pour faire connaître l'initiative, et dès les premières séances un public très sincèrement intéressé et très participatif a fréquenté régulièrement les cours. Toujours par souci d'indépendance, l'association ne s'est pas formalisée officiellement, ne demande aucune subvention, n'a besoin d'aucune administration, tout étant gratuit et fonctionnant sans frais.

**RP. Quels sont les principaux enseignements qui y sont délivrés ?**

Au début n'étaient proposés que des cours de philosophie, sous la forme de cycles thématiques de six à dix séances, pour bien approfondir un sujet et non se contenter de l'effleurer en une seule soirée. Deux ans plus tard, une auditrice, professeure retraitée d'histoire-géo, a proposé un premier cycle d'histoire sociale, qui a eu le même succès, et a été suivi d'autres cycles à raison d'à peu près un par an. Depuis se sont aussi ajoutés des cours de biologie (un cycle de génétique, et bientôt un cycle sur l'évolution et l'hérédité), de musicologie et de littérature, ces derniers avec moins de régularité.

Nous sommes ouverts à toutes les disciplines, à condition qu'il s'agisse de cours approfondis, dispensés avec un grand souci didactique, laissant une large place aux questions et débats (au moins un tiers du temps), et surtout considérant que toute personne du public a quelque chose de pertinent à dire en raison de son expérience, de ses lectures ou de ses réflexions personnelles. Comme nous n'avons aucune contrainte de rendement, nous fonctionnons suivant les propositions : si une personne qui a des compétences particulières (par sa formation, sa profession ou en tant qu'autodidacte) a envie d'en faire bénéficier les autres selon les principes et les manières de faire que nous avons adoptés, elle est la bienvenue. Nous avons constitué un petit comité informel pour juger des propositions, composé des intervenants et des auditeurs qui souhaitent s'y impliquer.

En outre, dès la première année, à la demande d'un auditeur qui ne se sentait pas assez formé pour lire directement les ouvrages dont on parlait aux cours, j'ai organisé un atelier de lecture de textes philosophiques, pour un groupe plus restreint (une vingtaine de participants), qui se tient en journée dans un lieu associatif (pour les Marseillais : à Mille Bâbords). Le groupe décide collectivement des textes qu'il veut

lire, dans la seule limite de mes compétences et de mes affinités philosophiques — car on n’enseigne bien que ce qu’on aime. Là, on élabore vraiment une réflexion collective, qui débouche parfois sur des interprétations tout à fait inédites qui valent celles des ouvrages spécialisés.

**RP. Quels sont ses éventuels rapports avec les autres universités populaires, aussi bien de la région qu’au plan national ?**

Il y a un peu plus d’un an, l’Université populaire d’Aix-en-Provence, pour fêter ses dix ans d’existence, a invité les autres UP de la région à se réunir pour échanger leurs expériences. On a pu constater à cette occasion toute la diversité des démarches et des modes de fonctionnement. D’une manière générale, on peut tracer un certain nombre de distinctions valables pour l’ensemble du mouvement, y compris dans les pays européens proches où l’expérience existe. La première et la plus importante concerne les contenus : s’agit-il de véritables cours, c’est-à-dire de transmissions de connaissances, qui prennent au sérieux le nom d’université et visent un niveau intellectuel élevé, ou bien plutôt d’exposés portant sur des questions d’actualité sociale et politique ? Nous avons choisi la première formule, comme c’est le cas aussi, par exemple, à l’UP de Caen. À Aix ou à Forcalquier, l’équipe est assez nombreuse pour pouvoir proposer les deux. On a aussi dans la région une UP rurale beaucoup plus axée sur les savoir-faire pratiques, ce qui permet d’abolir presque complètement la distinction entre intervenants et auditeurs.

D’autres distinctions portent sur les moyens matériels et humains : y a-t-il une administration faite par des salariés ou des bénévoles ? Sollicite-t-on les pouvoirs publics pour obtenir des salles municipales ou des subventions ? Les intervenants sont-ils invités parmi des professionnels en exercice ou des personnalités connues ? Dans ce dernier cas, l’invitation n’est possible que pour un nombre très limité d’interventions, ce qui n’est pas compatible avec le choix d’un cycle approfondi.

Cette diversité est une très bonne chose et il n’y a aucune raison de vouloir opposer un modèle à l’autre ; selon moi, il faut seulement que chaque UP exprime clairement sa démarche en fonction de ses objectifs, et que les auditeurs soient bien conscients de tout l’éventail de possibilités qui s’offre à eux. Lors de la réunion d’Aix, le désir était très clair d’établir des collaborations entre différentes UP de la région, mais c’est difficile à réaliser : chaque intervenant consacre en général déjà le maximum de son temps à sa propre UP et ne peut pas facilement se déplacer plusieurs semaines consécutives pour intervenir ailleurs.

**RP. Après cinq années de fonctionnement, quel bilan peux-tu en tirer ? Et quels sont ses projets d’avenir, à court, moyen ou long terme ?**

Le bilan dépend évidemment des objectifs de départ. Certains ont été atteints et même dépassés au-delà de toutes les prévisions, d’autres rencontrent des problèmes que nous ne voyons pas comment résoudre.

Le plus positif est la qualité des rencontres. Rencontre, d’abord, entre une soif d’apprendre et un désir de transmettre, dont les résultats se mesurent à la fidélité d’une grande partie du public, à sa curiosité toujours renouvelée et à ses progrès manifestes dans la manière d’aborder les questions intellectuelles et de développer son jugement personnel sur des bases de plus en plus solides. Rencontre tout simplement entre des personnes, entre lesquelles s’est établie une relation de confiance, d’estime réciproque, de bienveillance et de complicité. C’est ce que devrait toujours comporter une relation pédagogique, mais c’est pour ainsi dire impossible à réaliser dans un cadre institutionnel et scolaire, où le statut hiérarchique et le couperet de l’examen biaisent toute tentative d’une relation ouverte et égalitaire. En cela, l’université populaire est une expérience pédagogique exceptionnelle, en même temps qu’une opportunité unique pour ceux qui veulent rattraper des apprentissages qu’ils n’ont pas eu l’occasion d’acquérir, dans une relation qui n’a plus rien de scolaire ou d’infantilisant.

Le plus difficile à réaliser est l’objectif de toucher toutes les catégories sociales. En principe, l’UP s’adresse à tout le monde et il n’y a aucun obstacle financier à la participation puisque les cours sont gratuits et se donnent, à Marseille du moins, dans des quartiers habités par les populations les plus pauvres de la ville. Cependant, si l’on définit les catégories sociales en termes économiques, on y trouve tout l’éventail de la classe moyenne, mais ni les très pauvres ni les riches. Pour les riches, je suppose que la raison en est l’absence totale de prestige social ou de bénéfice économique de cette activité. Pour les pauvres, j’avoue que je ne comprends pas trop la raison, et, pour en avoir souvent parlé avec d’autres intervenants d’UP ou d’initiatives culturelles du même genre, tout le monde est dans la même perplexité. Sans doute, les personnes dont l’existence est extrêmement précaire sont-elles trop préoccupées par la simple survie pour s’adonner à une activité qui n’aide pas directement à s’en sortir. Mais on est condamné à ne rien comprendre si on n’introduit pas dans la définition des catégories sociales la composante de l’instruction et surtout du désir d’instruction, ce qui n’est pas pareil. C’est en effet un constat généralisé que les UP n’attirent pas les personnes qui ont un niveau d’instruction et de culture très bas. Les gens

qui viennent sont intéressés par le savoir et la culture, qu'ils en aient déjà beaucoup ou non.

Or, quand on lit les publications militantes du début du XX<sup>e</sup> siècle, lorsque le projet des universités populaires était mis en œuvre, soutenu ou co-organisé par les associations d'ouvriers ou de militants, on découvre que la précarité économique n'allait pas du tout de pair avec un désintérêt pour les questions intellectuelles et culturelles. Et ce n'était pas seulement, voire pas du tout, en vue d'une amélioration des conditions matérielles que l'on fréquentait les causeries, les athénées libertaires et les divers lieux de transmission des savoirs. On visait l'émancipation par l'esprit : à la fois l'émancipation sociale par la capacité de juger et de modifier la situation sociale grâce à des bases théoriques solides, et une émancipation que j'appellerais « existentielle », c'est-à-dire l'accès à une humanité plus épanouie, plus pleine, plus digne. Pourquoi est-ce que cela a changé, et comment susciter le désir de cette émancipation chez ceux qui l'ont perdu ? (On pourrait aussi se demander s'il faut que tout le monde désire une telle émancipation ; mais il me semble difficile de répondre par la négative, vu qu'il s'agit pour chacun de trouver sa propre humanité, ses propres désirs et pensées libérés des conditionnements grâce à la distance réflexive : comment pourrait-on ne pas souhaiter ça pour tout le monde ?) Curieusement, il semble que les vidéos des cours sur YouTube sont regardées par une plus grande proportion de personnes disposant de peu d'instruction mais qui désirent en acquérir. Si cette impression se confirme, que beaucoup de personnes s'instruisent sur Internet mais sont réticentes à se rendre physiquement à un cours, il faudrait se demander comment améliorer l'accueil en UP pour que chacun se sente vraiment à l'aise. Mais il y a certainement d'autres éléments qui entrent en jeu.

Quant aux projets pour l'avenir, il me semble que la priorité à Marseille serait d'étoffer notre équipe d'intervenants réguliers pour proposer une gamme plus étendue de matières et de disciplines. Nous ne faisons pas beaucoup de prospection ; nous attendons que les gens se proposent, parce qu'ils sont intéressés par la démarche et se sentent capables et désireux de la mettre eux-mêmes en pratique. Nous comptons sur le bouche-à-oreille, mais il a ses limites, et il est peut-être temps de chercher des moyens de faire connaître le projet plus largement. Être un peu plus nombreux nous permettrait aussi de diversifier les lieux où intervenir, et par là de nous rendre accessibles à d'autres publics, même si trouver un lieu gratuit est un autre problème, plus aigu à Marseille que dans d'autres villes en raison de l'indigence de la politique culturelle municipale. Mais ce qui est essentiel,

c'est qu'un éventuel élargissement maintienne l'état d'esprit dans lequel nous fonctionnons, la qualité des relations entre les personnes, l'équilibre entre le niveau élevé des enseignements et leur réelle mise à la disposition de tous.

***RP. Le projet originel des Universités populaires remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; à la même époque, le mouvement syndical s'appuie sur les Bourses du travail qui comportent une partie culturelle essentielle. Marcel Martinet la systématisa dans son livre Culture prolétarienne. Comment est-ce que tu te situes dans ce débat de l'émancipation par le savoir délivré par les universités populaires ou les Bourses du travail ? Et serait-il envisageable d'entamer une collaboration entre l'UPM et les organisations syndicales qui tentent de redonner leurs lettres de noblesse aux Bourses du travail ?***

Ce serait l'une des pistes possibles pour rencontrer de nouvelles personnes susceptibles de s'intéresser au projet et éventuellement d'y proposer de nouvelles formules. Cela permettrait aussi de renforcer l'objectif politique qui est inséparable du projet d'université populaire. En effet, un savoir enseigné avec esprit critique et appel à la réflexion personnelle sera toujours politiquement formateur, mais il ne débouchera pas nécessairement sur des effets pratiques. Se rapprocher des Bourses du travail offrirait des occasions de mettre cette pensée critique en pratique, de passer de la compréhension à l'action, pour ceux qui le souhaitent.

Cependant, je pense qu'il faut absolument éviter de confondre la connaissance intellectuelle et l'action politique. C'est très clair en philosophie : si on mène une recherche philosophique avec l'objectif d'appuyer un projet politique, on fera de la mauvaise philosophie. L'interrogation philosophique ne doit présupposer aucun résultat ni écarter a priori aucun chemin de pensée. Elle doit progresser en fonction de ses propres critères et non d'impératifs extérieurs. C'est pareil pour l'histoire et pour toutes les sciences : un historien ou un scientifique trop désireux de soutenir une thèse politique introduira des biais méthodologiques dans sa recherche et n'atteindra pas le but de celle-ci, qui est la connaissance ou la compréhension de faits. Dans l'autre sens aussi d'ailleurs, si l'analyse théorique est mauvaise, le projet politique qui s'appuie sur elle sera déficient et inefficace.

Si l'on veut mener une réflexion politique collective, il faut bien distinguer ce qui est de l'ordre de l'information et des faits, et ce qui est de l'ordre du choix, du projet, de la proposition, qui implique des aspirations et des émotions beaucoup plus personnelles. Dans l'ordre des faits, il y a une vérité ou du moins une exactitude relative qui peut être démon-

trée par des raisonnements rigoureux ; par conséquent, il y a des personnes qui sont plus spécialistes que d'autres parce qu'elles se sont consacrées à cet apprentissage. Dans l'ordre des projets politiques, il n'y a pas de vérité ni de spécialistes, mais des propositions plus ou moins bonnes dont il faut évaluer collectivement les avantages et les inconvénients en fonction de critères qui sont ultimement des choix de valeurs. C'est donc d'une tout autre manière qu'il faut organiser ce genre de débats. Et ce serait certainement possible dans le cadre d'une collaboration entre université populaire et Bourse du travail, sur la base d'une participation strictement égalitaire de toutes les personnes qui voudraient s'y impliquer.

Propos recueillis par *La RP*  
début août 2018

### Pour aller plus loin

L'Université populaire de Marseille dispose d'un site internet (<http://www.universite-populaire-de-marseille.net/>) qui présente les cours qui y ont été dispensés, accompagnés d'informations pratiques. Elle dispose aussi d'une chaîne YouTube ([www.youtube.com/universitepopulaire-demarseille](http://www.youtube.com/universitepopulaire-demarseille)) où sont retransmis la plupart de ses cours. Elle propose enfin une nouvelle collection d'ouvrages, aux éditions L'atinoir, qui « publie des savoirs de haut niveau sous une forme accessible à tous, dans un esprit d'émancipation intellectuelle et sociale ». Le premier titre, *Nietzsche la passion des sommets* d'Annick Stevens, sera suivi de *Parlez-moi de vos gènes. Méthodes, découvertes et limites de la génétique de la personnalité* de Jacques van Helden et de *Mille ans de révolte paysanne. Contre le servage et la privatisation des communs* de Christine Excoffier ; suivront des ouvrages sur Héraclite et Aristote.

## Morceaux choisis

### Machine-vapeur, machine du capital

Les machines-vapeur n'étaient pas forcément conçues comme des machines neutres, humanistes, progressistes de l'*Anthropos*, puisqu'en 1791, des machines-vapeur furent brisées car tenues pour responsables de nombreux licenciements et d'une violente discipline du travail. En 1826, plus d'un millier de métiers à tisser automatiques furent détruits parce qu'ils représentaient aux yeux des tisserands une menace de déqualification, de chômage et de baisse des salaires. En 1827, une loi punissant de mort tout acte de sabotage des machines-vapeur et des mines de charbon fut promulguée par un Parlement composé de nombreux industriels, montrant bien qu'il s'agissait d'une machine de classe. Pour une partie significative des travailleur.se.s, les machines étaient en effet considérées de manière démonologique, dans une forme inversée du fétichisme de la machine-vapeur. Elles étaient conçues comme despotiques, dégradantes, infernales même du fait de la chaleur qu'elles produisaient.

Les machines-vapeur allaient ainsi être au cœur d'importants épisodes de luttes de classes en Angleterre. La grève générale de 1842, première grève générale de l'histoire du capitalisme, fut surnommée par des idéologues capitalistes « Plug Plot Riots », puisqu'elle consistait notamment en des actes de sabotage des rondelles fusibles (« plugs ») et/ou des machines elles-mêmes. [...] De nombreux meetings dénoncèrent ces machines comme cause du chômage et d'une intensification insupportable du travail. Cette entreprise de sabotage des machines-vapeur n'était donc pas accidentelle ou secondaire, mais constitutive du mouvement de grève générale.

Armél Campagne, *Le Capitalocène – Aux racines historiques du dérèglement climatique*, éditions divergences, 2017.



**Les librairies militantes intéressées par un dépôt de la revue et les syndicats souhaitant recevoir un numéro gratuit nous le disent en envoyant un mail à [redactionrp@gmail.com](mailto:redactionrp@gmail.com).**

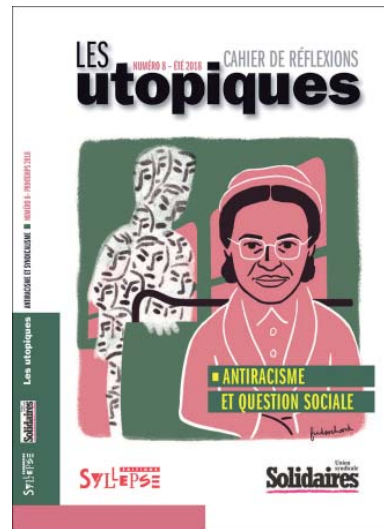
# Revue

*Les Utopiques*, n°8 (été 2018)

La loi sur les signes religieux à l'école en 2004 ou les réactions aux attentats en 2015 ont montré que depuis longtemps la gauche et l'extrême gauche sont traversées par des tensions, des divisions, que la « question laïque » ne saurait résumer. Il y a des camarades qui disent, non sans raisons, que le problème du racisme dans la société n'a pas suffisamment été traité, il y en a (pas toujours les mêmes) qui dénoncent la progression des idées communautaristes de ce que mes amis moyen-orientaux appellent la « régressive left », et il y a comme une impossibilité d'associer les points de vue, toute tentative de conciliation ou de synthèse étant vouée à finir en vœux hors-sol. C'est dans ce contexte de balkanisation croissante du milieu militant qu'un stage de SUD éducation 93 avait provoqué de nouvelles crispations en novembre dernier, les échos en ayant été atténués par autocensures suite aux menaces de répression du ministre et à son ingérence dans le contenu d'un stage syndical. C'était notre polémique, ce ne devait pas devenir un précédent qui menacerait l'indépendance syndicale.

Ce stage contenait deux ateliers d'une demi-journée, chacun en « non mixité » raciale, réservés aux enseignants « racisé-e-s », une nouveauté je crois dans le syndicalisme en France. Pendant le deuxième, les « enseignant-e-s blanc-he-s » étaient invités dans un autre atelier à « interroger nos représentations et nos postures dominantes ». Est-ce la meilleure façon de discuter du racisme qu'en atelier où l'on sélectionne les participants au faciès ? N'était-ce pas l'entrée dans le syndicalisme d'un débat (le « racialisme », la théorie des premiers concernés et du « pouvoir blanc ») qui était resté jusque-là cantonné à un milieu assez restreint ? Des intervenants comme Marwan Muhammad (soutien de Tariq Ramadan) et Nacira Guenif (qui déclare que « espèce de juif » utilisé comme insulte n'a rien d'antisémite) ont aussi surpris, sinon choqué. En janvier, Solidaires Étudiant-e-s Paris 7 en remettait une couche en écrivant à la présidente de l'Université Diderot pour demander l'annulation d'une lecture-débat du texte de Charb *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*.

Quelques mois plus tard, le dernier numéro des *Utopiques* décide d'aborder cette thématique dans un dossier « Antiracisme et question sociale » : « *Les débats au sein du mouvement social sont, ces dernières années, particulièrement vifs au sujet de l'antiracisme. Plusieurs épisodes récents sont venus nous le rappeler ; l'un des derniers en date étant « l'affaire » du syn-*



*dicat SUD Éducation de Seine-Saint-Denis qui a directement touché l'union syndicale Solidaires. Nous faisons le pari qu'il est possible d'avoir un débat argumenté dès lors qu'il s'appuie sur des expériences concrètes.* »

Annick Coupé et Pierre Khalfa écrivent ainsi : « *Les idées portées par*

*l'intégrisme religieux, quel qu'il soit, sont effectivement contraires à toute perspective d'émancipation, plus particulièrement encore celle des femmes* »; et « *c'est en promouvant pratiquement dans la réalité sociale les valeurs de solidarité, d'égalité et de justice sociale, c'est par l'éducation quotidienne à l'égalité entre les femmes et les hommes que sera asséché le terreau des intégrismes* ». Trois militants de SUD Industrie : Julien Gonthier, Francky Poiriez et Jérôme Lorton, considèrent, avec une voix assez discordante par rapport à d'autres contributions : « *Dans Solidaires, et plus largement au sein du syndicalisme progressiste, la lutte contre l'extrême droite, les discriminations, les racismes, l'homophobie... fait consensus. Qui viendrait en effet dire le contraire, alors que ces positions sont partagées par tous nos militant.es et adhérent.es ? Mais elles se heurtent malheureusement au principe de réalité. Partir du réel pour aller à l'idéal, comme le disait Jaurès, exige de regarder en quoi le mouvement syndical est parfois pris dans un étau. (...) Le troisième obstacle, enfin, c'est lorsque certaines organisations avec lesquelles nous nous retrouvons sur l'essentiel et partageons les mêmes combats, portent des positions totalement contraires sur la laïcité. Comment fédérer les salarié.es, créer un sentiment fort d'unité, quand des communautarismes et relativismes culturels prennent comme terrain de jeux des organisations syndicales ou politiques pour faire progresser des idées minoritaires, sans débat démocratique par ailleurs ? Et nous entraînent parfois dans des réunions unitaires les plus larges possibles... avec des organisations qui n'ont rien à voir, justement, avec les valeurs que nous défendons. Ce fut le cas, malheureusement, lors du stage « syndical » de SUD Éducation 93, qui pensait lutter contre les discrimi-*

nations... en organisant des stages discriminants, en instaurant un nouveau concept sociologique venu tout droit des États-Unis et qui ne fait pas consensus (les « racisés ») et par l'organisation « d'ateliers en non-mixité raciale ». Des intervenant.es infréquentables comme des militant.es du Collectif de lutte contre l'islamophobie étaient présent.es ».

Christian Mahieux estime qu'« on peut combattre politiquement les religions, dont la musulmane, et dénoncer les campagnes haineuses et discriminantes lancées en partie sous ce prétexte » (...). Pourquoi nier que du racisme « anti-arabe » on a glissé vers un racisme « anti-musulman » ? C'est bien cette catégorie, réelle ou supposée, qui est dénoncée comme globalement incompatible avec « l'identité nationale ».

Ces questions sont délicates, complexes et non exemptes d'instrumentalisation. Un pluralisme des opinions au sein du syndicalisme n'a rien d'anormal. C'est une difficulté de toute organisation, syndicale ou pas, de faire vivre le pluralisme interne, tout en garantissant une cohésion et une parole collective audible. Lorsque certains, comme SUD éducation 93, poussent le bouchon « trop loin », c'est-à-dire bien au-delà de ce qui est acceptable par une partie de l'organisation, et de surcroît le font en mettant ladite organisation devant le fait accompli, les conditions d'un débat serein ne se trouvent pas facilitées. Dans ce contexte, le dernier numéro des *Utopiques* ne s'en sort pas si mal. Nous y avons par ailleurs apprécié l'image de couverture du premier numéro de *La Révolution prolétarienne* en 1925, illustrant un article de Christian Mahieux et Pierre Zarka, ce dernier ancien dirigeant du PCF « converti » à l'autogestion.

S.J.

## Sur internet

Dans un entretien publié en ligne (<https://www.revue-ballast.fr/annick-coupe-le-syndicalisme-est-un-outil-irremplacable/>), Annick Coupé (Solidaires) avance des arguments sur la nécessité d'avoir des permanents syndicaux, sujet sensible et de tout temps polémique : « un prof d'université n'a pas forcément besoin d'être permanent mais un facteur ou une factrice n'a pas de marge de manœuvre — il a des petits chefs qui sont là pour le contrôler, il doit être irréprochable et ne peut donc quasiment pas faire de syndicalisme durant son temps de travail. Dans ce cas, sans un temps de permanence, ce sera toujours les mêmes qui auront des responsabilités dans le syndicat — c'est-à-dire ceux qui ont un boulot qui leur permet de faire du syndicalisme sur leur temps de travail. »

## Morceaux choisis

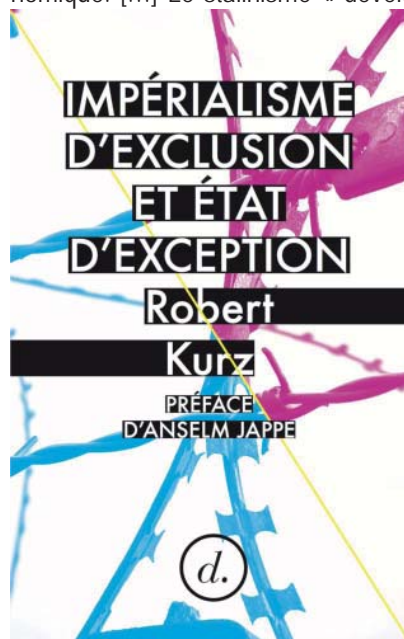
Le prototype de ces projets pharaoniques dévastateurs – désignés également, et nullement par hasard, par le terme d'« éléphants blancs » – est la construction de gigantesques barrages entraînant l'engloutissement de vastes régions avec des millions d'habitants. Tout à fait à la manière de Staline dont l'industrialisation par la terreur fut tristement célèbre par son déplacement forcé de populations entières, les victimes de ces « éléphants blancs » sont expulsées, elles aussi, de leur base d'existence tandis que leurs actions de résistance sont brisées manu militari.

Au Brésil, c'est le barrage d'Itaipu sur le fleuve Paraná [...] qui est désigné comme « projet pharaonique » alors qu'en Argentine, c'est celui de Yacretá [...] qui passe pour être un « monument de corruption ». L'un des projets emblématiques soutenus par la Banque mondiale est le fameux barrage de Sardar Sarovar en Inde, clé de voûte d'un impressionnant programme qui doit comprendre 30 grands barrages, 135 retenues moyennes et 3000 petites, ainsi qu'un réseau de canaux d'une longueur totale de 80 000 kilomètres. Le projet prévoit le déplacement de quatorze millions [!] d'Indiens. Or cet ensemble colossal qui est contesté dans le monde entier, est encore surpassé par le barrage chinois des Trois-Gorges sur le Yang-Tsé-Kiang, un programme aux conséquences écologiques incalculable, à cause duquel, là encore, des millions de gens doivent partir. Des ouvrages analogues sont à l'étude également en Afrique.

Or, contrairement à l'Union soviétique stalinienne, on ne procède ici, la plupart du temps, même pas à des déplacements de population en bonne et due forme : les habitants des régions englouties sont tout simplement abandonnés à leur triste sort, tandis que les fonds nationaux et internationaux censés les aider à reconstruire une existence ailleurs – fonds qui de toute façon sont calculés à une échelle ridiculement basse – disparaissent dans les poches d'administrations corrompues qui, à l'instar de ces mégaprojets, traduisent elles-mêmes déjà la misère économique. [...] Le stalinisme « développementaliste » prôné à

la fois par la Banque mondiale, des institutions apparentées, des potentats de crise mégalomanes et les derniers capitalismes d'État produit ses catégories de réfugiés tout aussi bien que le fonctionnement normal de la concurrence sur le marché mondial.

**Robert Kurz, *Impérialisme d'exclusion et État d'exception*, Éditions Divergences, 2018.**



## Livres

**Nicole Pellegrin, *Voiles, Une histoire du Moyen Âge à Vatican II*, CNRS Éditions (416 p.)**

L'auteure est historienne du genre et anthropologue du vêtement au CNRS.

Dans ce temps où la question du genre déchaîne les passions, elle fait preuve de la passion la plus calme, la plus tranquille, exprimée avec un rare bonheur dans le style, celle de rechercher la vérité.

Même si son essai évoque exceptionnellement la vêtue en terre d'islam – mondialisation oblige –, avec sagesse et force il envisage la longue durée si chère à Fernand Braudel, pour étudier les *voiles* – de tous genres – « français », puis français : elle travaille sur « *la construction du masculin et du féminin par le vêtement* », mais aussi sur la production intellectuelle, féminine, laïque et religieuse sous l'Ancien Régime.

Son exploration, commencée au Moyen Âge, se poursuit jusqu'à Vatican II. Elle se limite au *voilement* de la personne humaine pour recouvrir ou distinguer les diverses parties du corps qu'il masque. Elle pense, le voilement, qu'il soit religieux ou laïque, comme le marqueur de valeurs communes à une époque donnée. Une soumission à l'ordre patriarcal.

Avec une grande probité, elle observe que « *les relations des choses nues se situent dans le passé et que, par conséquent, les mots ne sont pas capables de décrire ce qui est vrai, mais seulement les pensées relatives à ce qu'on a vu* ». Avec une audace tranquille elle n'hésite pas à transgresser, à commettre un acte sacrilège aux yeux des *aniconistes* (ceux qui anthropomorphisent Dieu et ses anges et interdisent de les représenter).

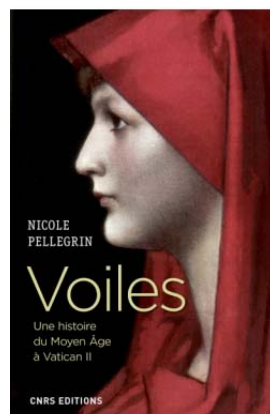
L'auteure sait que la haute culture commence par le gai savoir qui respecte les autres et soi-même.

Paradoxalement et avec courage, l'ouvrage rapporte d'abord la très partielle application, dans l'Algérie républicaine, des lois laïques et la non-application de la séparation des Églises et de l'État. Nicole Pellegrin y évoque aussi les « pudeurs masculines », celle du *targui* dont on ne voyait que les yeux ; ils étaient invisibles et le sont encore chez le dictateur porteur de lunettes noires.

Enfin, depuis longtemps, le pénitent au capuchon, le veuf dont le long crêpe est porté jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, affichent, feignent ou conjurent, selon les cas, leur foi et leur chagrin.

Les cortèges de « *deuillants* » ou « *pleurants* » sont fréquents sur murs des églises du Moyen Âge tardif.

Les cagoules, comme chez les gangsters, ou aujourd'hui les casseurs – parfois manipulés par la



police – se retrouvent dans la Provence des Lumières. Jadis, notre regretté ami Maurice Agulhon, qui milita tant pour la laïcité, avait consacré un beau livre aux *Pénitents et Francs-maçons de l'ancienne Provence*, mettant en rapport la convivialité qui a, relativement souvent, métamorphosé les premiers en seconds.

Les couvre-chefs varient selon les climats : le *tapabor* dont parle Corneille est un bonnet qui peut se rabattre sur les oreilles.

Les esclaves des colonies, dont nombre de maîtres lisaient Montesquieu, ont des *marmots*, des *fanchons*, des *fichus*, des *madrass*, des *foulards* (qui attendrissent toujours les adeptes du « *doudouisme* »). Plus tard, les Républicaines espagnoles de la *Retirada* porteront elles aussi des foulards, comme ma grand-mère dans le Dauphiné.

Durant la Grande Guerre, celles qui croyaient en Dieu, comme celles qui n'y croyaient pas, infirmières religieuses ou laïques, parvinrent à sauver nombre de blessés. Beaucoup périrent ; toutes portaient un voile, quand ce n'étaient pas des cornettes pour les premières.

En Charente, les adolescentes, pour se protéger des bises des garçons – on ne parlait pas encore de harcèlement –, portaient des quichenottes, coiffes très enveloppantes, attachées sous le menton.

Vint aussi le temps des voilettes. Et les premières communions ? Dans les années 50, encore, suite à des accordances, sans bagarre, entre le curé et l'institut, les gosses suivaient huit jours de « retraite ». La robe et le voile des communicantes suscitaient leur coquetterie, en faisant sourire religieux et profanes. La fête, à la maison, souvent, était des plus païennes. Étrange.

Bref, au-delà des vociférations, quand les foulards entrent en guerre, l'auteure propose une sagesse toute laïque.

Oui, le voile demeure un mystère, souvent un drapeau que l'on peut écarter, déchirer, caresser, détourner. Dans tous les cas, même le plus épais donne à voir. Et si « *les voiles présents dans le monde occidental s'offraient comme les pièces détachées d'une mémoire collective de figurations communes ? Banales et invisibles ancrées dans un passé très proche et pour cela refusées, partageables néanmoins.* »

Jean MOREAU



Franck Merouze, *Les Jeannette*, Éditions Cahiers du temps, novembre 2017 (208 p.)



La biscuiterie Jeannette, dernière usine dans Caen même, employant 37 salarié-e-s, fut mise en liquidation judiciaire en décembre 2013. F. Merouze, secrétaire de l'U.L. C.G.T. de Caen, raconte ici leur lutte : l'occupation, d'abord pour empêcher la vente aux enchères, puis la relance de la production avec vente sur le marché et aux

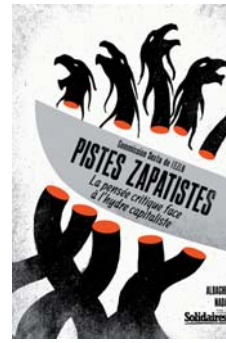
portes de l'usine, le soutien massif des habitants, etc. L'objectif est clairement de repousser les échéances en cherchant un repreneur : « nous démontrons aux repreneurs potentiels que l'outil de travail peut fonctionner, que les Jeannette ont acquis un savoir-faire incontestable et qu'elles font preuve d'une motivation incroyable ». L'absence d'intersyndicale et le fort soutien d'une union locale située à quelques mètres de l'usine pourraient suggérer une lutte quasiment « sous tutelle » CGT malgré les A.G. décisionnelles; la narration pourrait même un peu agacer quand Franck Merouze reconnaît que les ouvrières le surnomment « le patron » ou utilise des tournures de phrases qui, dans quelques excès de sincérité ou élans de volontarisme, pourraient parfois le faire passer à tort comme un petit peu crâneur. Mais cette impression est à relativiser par la prise en considération de la taille très petite de l'entreprise ou de la mobilisation humaine et financière du milieu militant caennais, toutes tendances confondues. Dans une agglomération lourdement frappée par la désindustrialisation (fermetures de la SMN en 1993 et de Moulinex en 2001, plan social chez Philips en 2008) et située plus largement dans une Normandie qui perd chaque année 4000 emplois industriels (source INSEE), la lutte des Jeannette était ressentie comme emblématique, presque héroïque, suscitant une très large solidarité. Le spectre du chômage rôde, à Caen comme ailleurs. Françoise, ouvrière, déclare ainsi à une journaliste : « Tant que je suis ici dans l'occupation, je ne suis pas sans emploi, madame, je continue d'être quelqu'un, je lutte ».

Certains moments sont savoureux, comme quand, pendant une vente aux portes de l'usine, une ouvrière dit : « Franck, il y a les flics devant la porte, c'est sûr, ils viennent nous déloger » alors qu'il s'agissait d'un policier venu faire, lui aussi, ses achats. Toutes les monographies de luttes ouvrières sont utiles, et lorsqu'elles sont comme ici de première main, elles ne sont plus seulement un témoignage mais sont des outils de formation et des supports de réflexion.

S.J.



Commission Sexta de l'EZLN, *Pistes zapatistes (La pensée critique face à l'hydre capitaliste)*, Al-bache/Nada/Union syndicale Solidaires, 2018 (500 p.)



Cet ouvrage important reprend les interventions lors d'un séminaire organisé en mai 2015 au Chiapas par la Commission Sexta de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Ce qui frappe en premier lieu à sa lecture, c'est l'esprit dans lequel il a été conçu. En effet, il ne s'agit pas pour les organisateurs de « favoriser des adhésions »

aux analyses présentées, mais plutôt de « provoquer des idées » pour poser la question du « et ensuite ? ». L'une des forces de cet ensemble de textes est de décrire le système capitaliste comme une hydre. Précisons : au sens mythologique, l'hydre est un monstre fabuleux à plusieurs têtes qui repoussent en double à chaque fois qu'on les coupe ; au sens littéraire, c'est quelque chose qui se développe monstrueusement sans que l'on puisse le détruire. L'image est, on le voit, parlante et traduit bien le sentiment commun que le système capitaliste apparaît comme particulièrement difficile à combattre : on imagine mieux la fin du monde que celle dudit système... Pourtant, les zapatistes ne se résignent pas et inventent, innovent, explorent de nouvelles pistes à long terme pour construire l'autonomie de leurs communautés, sans illusions et sans regrets. Malgré le caractère inégal des contributions, on y trouvera de nombreuses pépites et des réflexions roboratives, souvent non dénuées d'humour<sup>1</sup>. Ainsi, quand les zapatistes revendiquent la volonté de « combattre pour ne rien recevoir du gouvernement ». Ils analysent aussi avec une grande lucidité la tempête – plus qu'une grande crise économique – qui s'annonce, marquée par les « catastrophes environnementales non naturelles », la « perte de légitimité des institutions traditionnelles » ou « la corruption scandaleuse des classes politiques qui frise la psychopathie » ou encore les « us et coutumes d'une classe politique corrompue » tournés vers « le crime organisé ». Pour eux, « la pensée critique [a] été remplacée par la philosophie postmoderne » et Google se substitue à l'étude et l'analyse. Dans un contexte où, ici comme ailleurs, « le vieux » est « désormais vêtu de neuf », on peut attribuer le chaos à « l'incompétence, la corruption et la maladresse » des gouvernants ou au fait que cet état appellera nécessairement un nouvel ordre encore plus favorable aux intérêts dominants. En bref, « dans son étape actuelle, le capitalisme est une guerre contre l'humanité entière, contre la planète entière. » On ne saurait mieux dire...

L.S.



<sup>1</sup> Par exemple dans le morceau choisi reproduit dans ce numéro, p. 19.

**Maximilien Rubel, *Karl Marx, essai de biographie intellectuelle*, préface de Louis Janover, Klincksieck, 2016 (464 p.)**



De son vivant, Karl Marx avait déclaré qu'il n'était pas marxiste. Pourtant le marxisme puis le marxisme-léninisme n'en ont pas moins utilisé son nom pour devenir des idéologies de parti, puis d'État. Quoi de commun, en effet, entre les statuts de l'Association internationale des travailleurs rédigés par Marx en 1864 proclamant que « l'émancipation de la classe

ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et les défilés militaires d'une superpuissance ? De plus, la réception de l'œuvre de Marx et son interprétation se sont produites alors même qu'une importante partie en était ignorée : nombre de ses écrits de jeunesse ne furent découverts qu'à partir de 1926.

Publié pour la première fois en 1957 et issu d'une thèse soutenue trois ans plus tôt, le livre de Maximilien Rubel opère un renversement complet de perspective, laissant le marxisme pour revenir à la totalité de l'œuvre de Marx, en suivant chronologiquement la manière dont elle s'est construite et les influences qu'elle a subies. Rubel inaugure ainsi ce qui sera l'œuvre d'une vie, marquée par sa traduction de Marx dans la Pléiade et le livre *Marx critique du marxisme* (1974) qui synthétise sa démarche. Pour lui, « il n'y a point de « coupure » chez Marx entre l'adhésion éthique au mouvement ouvrier et la volonté de fonder la théorie scientifique de ce mouvement ». Une leçon essentielle à l'heure où, selon le postulat de Marx, « le développement économique, abandonné, à lui-même, entraînera des catastrophes sociales sans précédent ».

C.J.



**James Q. Whitman, *Le modèle américain d'Hitler. Comment les lois raciales américaines inspirèrent les nazis*. Préf. J. Chapoutot. Armand Colin, 2018**

Contrairement à ce que son titre pourrait faire croire à des lecteurs trop pressés ou influencés par un anti-américanisme obsessionnel, à l'extrême gauche ou à l'extrême droite, ce livre, écrit par un juriste, publié d'abord par les éditions de l'université de Princeton, n'est pas un pamphlet ni un brûlot. Il ne viendrait à personne l'idée de nier que les États-Unis ont joué un rôle dans la défaite d'Hitler.

L'ouvrage consiste en une analyse attentive des principaux textes rédigés (et appliqués) contre les juifs par une élite de juristes allemands dans les années qui précèdent la Deuxième Guerre mondiale. Ces juristes, comme les principaux chefs nazis, sont fascinés par les États-Unis du New Deal, avec des ambivalences,

certes, mais toujours un point commun : ils voient dans ce pays celui qui a mis au point la législation raciste la plus détaillée et efficace. J. Whitman rappelle qu'il n'est pas encore question, alors, de la « solution finale » — la conférence de Wannsee aura lieu en 1941 —, mais « seulement » d'instaurer en Allemagne un régime strict d'apartheid et d'inciter au départ ceux qui ne voudraient pas s'y conformer. Tel est l'objectif de deux des trois Lois de Nuremberg en septembre 1935, la seconde instaurant une citoyenneté inférieure, la troisième proscrivant tout mélange des races.

#### Citations : sur les lois de Nuremberg en 1935

La première loi porte sur l'adoption par l'Allemagne du drapeau à croix gammée. La seconde établit différentes catégories de citoyenneté :

« Il serait erroné de dire que les nazis auraient « directement » emprunté [en 1935] aux Américains pour élaborer leur loi sur la citoyenneté. [...] Mais il serait lâche de minimiser l'intérêt que les nazis ont porté à ce que représentait le droit américain. »

p. 115

La troisième loi concerne l'interdiction de toute relation entre juifs et non-juifs :

« S'il nous faut chercher une preuve encore plus dérangeante de quelque chose qui peut s'apparenter à un emprunt, alors nous devons nous tourner vers la loi qui l'accompagnait, celle sur le sang. »

p. 118

La dernière partie du livre étudie le contexte mondial dans lequel cette histoire a eu lieu : les États-Unis, jouissaient alors d'un énorme prestige, car ils incarnaient la suprématie blanche aux yeux de nombreux pays. Une suprématie fondée sur « une culture juridique florissante et innovante ». Elle s'interroge sur le monde anglo-saxon en général, terme dont la pertinence, parfois contestée, est ici justifiée (les États-Unis prenant la succession de l'Empire britannique), et sur la *common law*, qui peut expliquer certaines de ses dérives. Au-delà, J. Whitman met en question de façon troublante la culture juridique des États-Unis, l'un de leurs principaux instruments actuels de domination mondiale.

Ce qui ne l'a pas empêché, bien sûr, de relever la tension américaine entre un « ordre suprématiste blanc » et un « ordre transformatif égalitaire » qui n'existait pas dans l'Allemagne nazie. C'est ce dernier qui, à long terme, l'a emporté.

L'ouvrage est précédé d'un avant-propos de l'auteur destiné au public français, et suivi de notes détaillées, d'une bibliographie commentée, portant entre autres sur les relations des entreprises américaines, dont IBM, avec l'État nazi<sup>1</sup> (« Quelques conseils de lecture ») et d'un index.

J.-K. PAULHAN

1. Voir Edwin Black, *IBM et l'Holocauste - L'alliance stratégique entre l'Allemagne nazie et la plus puissante multinationale américaine*, R. Laffont, 2001.

# Féminisme et mouvement ouvrier ou la revanche des femmes

Périodiquement, les médias dominants, épaulés ou renforcés par les réseaux dits sociaux, s'enflamment pour la cause d'une « minorité » opprimée à grands coups de bons sentiments, d'opinions de béni oui-oui, enfonçant les portes ouvertes et présentant comme des découvertes inédites des vérités d'évidence. Au milieu de ce brouhaha, ils proposent des solutions où la bêtise crasse s'acoquine avec le simplisme le plus grossier. La cause des femmes n'échappe pas à la règle. Qu'en reste-t-il une fois que le grand barnum médiatique s'en est allé aborder d'autres sujets avec tout autant de finesse ? À vrai dire rien, ou pas grand-chose... Ce n'est pas les dominants qui mettront fin à leur propre domination et l'on peut sans grand risque d'erreur considérer que ces fièvres médiatiques contribuent plus à l'extension de la fausse conscience qu'à une prise en compte réelle, même partielle ou limitée, des problèmes évoqués de si calamiteuse manière.

Au contraire, depuis ses origines, le mouvement ouvrier, malgré le poids du virilisme et du patriarcat en son sein même, a tenté de prendre à bras le

corps la question de l'autre moitié du monde pour aller vers une émancipation intégrale de l'humanité tout entière, sans masquer la complexité de la tâche. Trois exemples historiques peuvent être ici évoqués qui, à des époques et sur des continents différents, attestent ce long combat. Le premier d'entre eux concerne la Chine, où la militante anarcho-féministe He-Yin Zhen (1884-1920 ?) posa, au début du XX<sup>e</sup> siècle, les bases d'un féminisme chinois *sui generis* qui s'en prit d'un même mouvement aux traditions patriarcales existant depuis des siècles et aux principes réactionnaires du confucianisme : « Si l'on ne combat pas les enseignements séditieux des livres confucéens, la vérité ne pourra voir le jour », écrivait-elle<sup>1</sup>. Mais elle n'entretenait aucune illusion sur le nationalisme des élites chinoises censé apporter plus de liberté aux femmes avec la fin de la domination étrangère ni sur le sort des femmes dans les pays capitalistes occidentaux. Pour elle, la prétendue indépendance économique des femmes « signifie seulement leur soumission à l'exploitation économique ». Ainsi, « l'objectif ultime de la libération des femmes est de libérer le monde de la domination des hommes et des femmes ». Pour cela, il faut qu'elles « renoncent à leur désir de se mobiliser pour les lois du gouvernement, et commencent à regarder vers une éventuelle abolition du gouvernement ».

À la même époque en Grande-Bretagne, au centre même du système capitaliste mondial, les femmes se mobilisaient pour l'obtention du suffrage universel. Mais si les suffragettes faisaient de ce combat leur seul horizon, les suffragistes radicales voyaient plus large et plus loin<sup>2</sup>. Une étude de deux historiennes féministes britanniques, parue pour la première fois en 1978, aborde l'itinéraire et les combats de ces femmes oubliées avec une « nouvelle façon d'écrire l'histoire », « au ras du sol, au plus près de ces « figures de l'ombre », ces militantes ouvrières du nord-ouest de l'Angleterre ». En effet, dans cette région, « le mouvement pour le suffrage des femmes s'est appuyé sur le mouvement ouvrier : c'est parce qu'elles sont organisées dans leurs entreprises, dans des *trade-unions*, que ces militantes parviennent à s'organiser pour le suffrage. » Le 1<sup>er</sup> mai 1900, elles lancent une pétition auprès des ouvrières du textile de Manchester pour le droit de vote des femmes qui va les mobiliser jusqu'à la guerre de 1914. Celle-ci venue, elles seront antimilitaristes et pacifistes. Dans l'entre-deux, elles élargiront la revendication du



**LA REVANCHE  
DES FEMMES**

HE-YIN ZHEN



L'ASYMÉTRIE

JILL LIDDINGTON • JILL NORRIS  
**HISTOIRE  
DES SUFFRAGISTES  
RADICALES**



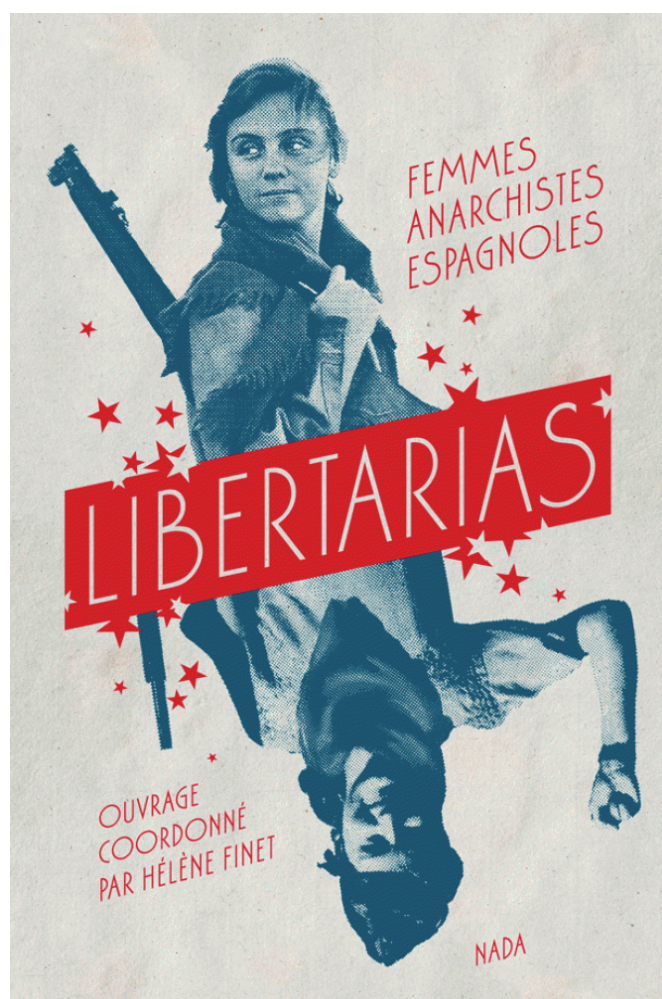
suffrage à celle de l'émancipation des femmes de la classe ouvrière et à la lutte globale pour le socialisme et l'émancipation de toutes et tous.

Abordons enfin le rôle, oublié lui aussi, des femmes anarchistes espagnoles<sup>3</sup>. En effet, si l'on connaît, au moins de nom, l'organisation des *Mujeres Libres* fondée en avril 1936, il n'en est pas de même des femmes anarchistes qui les ont précédées. Ainsi, de Francisca Saperas (1851-1933), la « mère des anarchistes de Barcelone ». Elle, sa famille, d'autres, représentent en effet « le terreau sur lequel [...] les prochaines générations d'anarchistes espagnols vont croître et se développer ». Il en est de même pour le rôle et l'importance des femmes dans le groupe *Los Solidarios*, abordés d'une manière originale dans un entretien à deux voix comme un *work in progress* non abouti mais passionnant. L'ouvrage collectif revient aussi sur la figure centrale de Lucia Sánchez Saornil, puis sur deux aspects de la revue *Mujeres Libres* : l'éducation comme nécessité absolue de l'émancipation des femmes et la musique, les chansons et les poèmes dans cette même revue qui attestent « l'éclosion de multiples manifestations culturelles » dans un pays en guerre. La revue propose également des biographies de quelques-unes de ces femmes anarchistes (Lola Iturbe, Concha Pérez, etc.). Concluons avec l'une des auteures de cet ouvrage collectif : « L'expérience des *Mujeres Libres* constitue un pré-

cédent fondamental, un épisode clé dans la lutte des femmes pour leur émancipation. L'attention portée aux problèmes spécifiques des travailleuses et à leur combat pour traiter des questions relatives au genre et à la transformation sociale font de ce mouvement un élément précurseur dans le développement ultérieur d'un féminisme de classe combatif. »

**Louis SARLIN**

1. He-Yin Zhen, *La Revanche des femmes*, L'asymétrie, 2017, 142 p.
2. Jill Liddington, Jill Norris, *Histoire des suffragistes radicales – Le combat oublié des ouvrières du nord de l'Angleterre*, Libertalia, 2018, 558 p.
3. Hélène Finet (coord.), *Libertarias – Femmes anarchistes espagnoles*, Nada, 2017, 256 p.



## A paraître

**Pierre Monatte**

*Lettres d'un syndicaliste sous l'uniforme  
1915-1918*

Textes choisis et annotés par Julien Chuzeville.  
(Smolny, septembre 2018)

## Du néo-anarchisme à la bureaucratie cénétiste

De l'extérieur mais en conscience, [Barcena] suivait, en spectateur curieux, les progrès d'un néo-anarchisme contemporain dont les apparences de radicalité dissimulaient mal ce qu'il était sans doute : une moderne variante du libéralisme culturel d'avant-garde ressourcée à l'individualisme des premiers temps d'une anarchie canaille. « Au fond, tu resteras toujours un anarcho-syndicaliste de base un peu borné », lui dit, un jour, plus enthousiaste de cette « nouvelle problématique » que convaincant sur ses effets, un ancien « jeune libertaire » dont les tempes commençaient sérieusement à tirer vers le gris. Barcena ne le contraria pas. Il aurait eu, d'ailleurs, bien du mal à le faire tant il savait que sa vérité était aussi neuve que les questions qui l'accouchaient. En vrai, son domaine de prédilection restait cette naturelle réserve qu'il cultivait à l'égard des convaincus, anciens ou nouveaux, qu'il fuyait instinctivement. Et, pour ce faire, il savait aussi bien feindre la froideur que la tendresse, la distance que le mépris. Il lui suffisait, en somme, de s'adapter à l'interlocuteur. Ce jour-là, il laissa argumenter, un temps, l'ex-« jeune libertaire » qu'il avait connu jadis en des temps moins hardis, en pensant, pour lui-même, que décidément les « néos » pouvaient être aussi cons que les « archéos ». Et pour mettre un terme à la monotonie de son discours circulaire, Barcena tira un livre de sa poche :

– Tu as lu ça ?

– Ah ! Debord... Je vois que tu tentes de te mettre à la page, Barcena...

– Je répète : tu as lu ça ?

– Non, pas encore...

– Dans un sens, c'est rassurant. Magnanime, il me plaît à penser que, d'avoir lu *La Société du spectacle*, tu aurais débité moins de conneries à la minute que celles que tu m'as infligées. Et, parole d'anarcho-syndicaliste de base un peu borné, ça aurait allégé ton discours de tous ces néo-poncifs de merde qui te servent de table algorithmique. Il te reste à t'y mettre. Si tu sais lire...

L'auto-exaltation du purisme relevait de la chasse gardée des immobilistes qui, depuis 1965, avaient fait main basse sur une CNT en exil réduite à caricature. Avec le temps, son corollaire fut la mise au ban méthodique de leurs opposants, aussi nombreux que variés, jeunes ou vieux, syndicalistes ou radicaux. Avec un

vrai sens du métier, les procureurs de la « commission des conflits » instruisirent des dossiers apparemment accablants que des majorités relatives, ou relativement bricolées, approuvèrent, d'un cœur pur, dans des assemblées pourtant tumultueuses. Barcena, qui avait l'âme entomologique, suivit l'affaire dans le moindre détail. Comme on scrute une fourmilière et avec l'idée, baroque, d'en récolter matière pour commettre un essai conclusif sur cette fin d'époque qui s'était voulue résistante. Il accumula des circulaires, de la correspondance, des articles, des pétitions de principe, des appels à la résistance. Avant de renoncer, comme on renonce à l'inutile quand, convaincu que son épais dossier pourrait servir un jour à faire l'histoire de ce déclin, il décida de le ranger dans un tiroir. Lui, il se sentait incapable de démêler le mépris de la haine qu'il vouait à cette mini-bureaucratie où la défense de petits intérêts de boutiquiers sans âme ni esprit suffisait à teinter de ridicule tout procès à charge contre un Peirats, un Santamaría, un Boticario, un Gómez ou un Mera – que les Vychinski de Toulouse prétendaient expulser sous l'accusation de « vol ». Le petit homme, un voleur ! Le comble des combles. Au bout du compte, et par un étrange mouvement de balancier psychologique, cette déroute annoncée remonta Barcena. S'il n'avait jamais été un homme d'organisation, au sens où l'étaient tous ceux que frappaient les sentences, il était homme de solidarité active. Et c'est au nom de cette seule exigence qu'il batailla ferme, au sein de « Santa Marta » et au-delà, pour défendre l'honneur sali de ses compagnons. Mais la lutte fut vaine : quand, comme à Paris ou à Toulouse, les fédérations locales refusèrent de ratifier les expulsions, on les accusa de s'être mises d'elles-mêmes en marge de l'organisation. Sur ordre d'en haut et sans attendre. Du jamais vu. La résonance de ces bassesses dura le temps d'un naufrage organique dont la bureaucratie cénétiste sortie préservée. Elle en tira l'avantage de perdurer jusqu'à la mort biologique de ses représentants, dont certains connurent le déshonneur d'avoir été des permanents à vie. Pour l'heure, à la fin de cette décennie où convergèrent, puis dérivèrent les parallèles, la CNT en exil avait fini d'exister comme héritage possible. Comme d'autres, Barcena comprit qu'il était vain d'en réclamer la propriété ou même de scissionner pour en revendiquer l'héritage. Pour le coup, la défaite dépassait toutes les espérances, mais elle soulageait de la souillure.

**Fredy GOMEZ**

1. Nous reprenons ici, avec l'accord de l'auteur, un second extrait du livre de Freddy Gomez, *Dédicaces* (Rue des Cascades, 2018) qui, en peu de mots, saisit parfaitement les impasses – récurrentes ? – auxquelles furent confrontés les mouvements anarchiste et anarcho-syndicaliste des années 1960-1970. Ce qui, malgré le gâchis constaté, n'empêcha pas, par ailleurs, le renouveau d'un *incroyable anarchisme* dans l'après-Mai 68.

## À propos du livre de Rosmer sur le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale : la grande parade rouge, le « Non » des internationalistes...

Après l'article de Marcel Martinet de 1936 sur le premier tome du livre d'Alfred Rosmer dans notre numéro de juin, nous publions ici le compte rendu que Roger Hagnauer, éminent collaborateur de *La Révolution prolétarienne* de l'entre-deux guerres, consacra au second, plus de vingt ans plus tard, dans *Le Monde libertaire* (n° 57, février 1960). La reprise de ces deux articles salue la récente réédition du maître-livre d'Alfred Rosmer par les éditions Les bons caractères.. [NDLR]

Le titre de l'œuvre d'Alfred Rosmer : *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, suffit pour en préciser le but et les tendances. Dire que le texte justifie le titre, n'est-ce pas rendre à l'auteur l'hommage auquel il sera le plus sensible ? Et le deuxième tome qui vient de paraître confirme ce jugement.

Il est difficile de séparer les deux époques évoquées. Le premier livre nous menait des premiers jours de la guerre à la conférence internationale de Zimmerwald. Le second va de Zimmerwald aux prodromes de la Révolution russe. Le troisième (en préparation<sup>1</sup>) sera consacré aux temps décisifs de la Révolution russe. Ce qui marque l'originalité de l'ouvrage, c'est l'importance historique de Zimmerwald. Nous avons tendance à trop insister sur l'effondrement de 1914. C'était ne voir que la France et les chefs socialistes et syndicalistes.

Mais chez nous, la résistance à la politique de guerre amenait, dès août 1914, un noyau dont la solidité compensa la légèreté du poids spécifique. Et dans le monde entier, ce n'était pas seulement des minorités comme en France et en Allemagne, mais des partis officiels (d'Italie, de Suisse, d'Angleterre, de Russie, d'Amérique... par exemple) qui avaient adhéré à Zimmerwald. Cette conférence internationale de septembre 1915 révéla la persistance de l'internationalisme ouvrier et par là porta un coup décisif à la politique d'Union sacrée, d'abdication devant la guerre.

Le deuxième tome décrit deux processus parallèles : chez les peuples belligérants, la vision de plus en plus nette des réalités de la guerre, dont la stupidité dépasse l'atrocité ; la pénétration de plus en plus profonde et de plus en plus efficace des idées zimmerwaldiennes dans le mouvement ouvrier.

Que l'on ne s'égaré pas sur le terme socialiste, qui

<sup>1</sup> La mort a empêché Rosmer d'écrire le tome 3 (NDLR)

pour Rosmer – comme pour nous – ne s'applique pas exclusivement à une formation politique. Les premiers résistants à la guerre, Pierre Monatte et Alfred Rosmer, animaient le groupe de *la Vie ouvrière*, revue syndicaliste révolutionnaire. Les deux pèlerins de Zimmerwald étaient les mandataires officiels de deux Fédérations syndicales : celle des Métaux et celle du Tonneau, et si le second, Bourderon, était connu avant-guerre comme socialiste et réformiste, le premier, Merrheim, était le type accompli du syndicaliste pur.

Les zimmerwaldiens français formèrent, dès novembre 1915, le *Comité pour la reprise des relations internationales* dont Merrheim fut le secrétaire. Les premiers signataires de l'appel lancé dès sa formation, se réclamaient pour la plupart de la tendance libertaire : Hubert et Lepetit (des Terrassiers), Vergeat (des Mécaniciens), Hasfeld (des Employés - le fondateur de la *Librairie du Travail*), Péricat (de la Maçonnerie Pierre)...

Le deuxième tome est dominé par la réunion de la deuxième conférence internationale : celle de Kienthal (du 24 au 30 avril 1916), Merrheim et Bourderon ne pouvant s'y rendre, malgré leur volonté, la France y fut représentée par trois députés socialistes : Pierre Brizon, Raffin-Dugens et Alexandre Blanc qui ne représentaient qu'eux-mêmes. Mais si leur fantaisie – que leur formation expliquait – déconcerta et irrita les militants internationalistes des autres pays, leur opposition à la guerre à leur retour en France, les éleva au-dessus d'eux-mêmes. Ils furent (jusqu'à ce que Roux-Cassadeau les rejoigne) les seuls députés qui votèrent constamment contre les crédits de guerre.

Nous ignorons évidemment ce que Rosmer nous apportera dans son troisième tome. Mais nous pouvons déjà déceler une interprétation que nous avons esquissée de la Révolution russe de 1917. Sans doute, celle-ci peut-elle s'expliquer par un effondrement du tsarisme prévu depuis le début des hostilités – comme était prévisible la paix séparée signée par la Russie en 1918. Mais les artisans d'octobre 1917 appartenaient à la minorité intransigeante de Zimmerwald, celle qui tirait de la guerre toutes les conclusions révolutionnaires. La Révolution russe s'éclaire par l'internationalisme zimmerwaldien. Et c'est le reniement de celui-ci qui explique les aberrations, les impostures et les crimes du stalinisme...

Si les deux tomes de l'œuvre de Rosmer ne peuvent se séparer, leur publication – par une cruelle ironie –



fut coupée par un intervalle de vingt-trois ans, c'est-à-dire par la Seconde Guerre mondiale... et la préparation de la troisième.

La lecture du deuxième tome nous oblige à une humiliante confrontation. De 1939 à 1945, il n'y eut aucune tentative, même velléitaire, de retour à l'esprit de Zimmerwald, à l'internationalisme authentique.

Et ce que Rosmer nous

montre aussi, c'est qu'au sein du mouvement ouvrier, en marge du mouvement ouvrier, il y eut, au cours du premier conflit mondial, des résistances pacifistes et révolutionnaires qui s'exprimèrent librement par la parole et par l'écrit; qui passèrent à travers les rideaux de fer de l'état de siège et de la censure. Pendant le deuxième conflit, à l'oppression totalitaire ne s'opposa qu'une résistance nationaliste, intransigeante dans la clandestinité, oppressive et injuste après la capitulation de l'Allemagne nazie.

Sur la Première Guerre mondiale, le deuxième tome complète le premier et apporte une chronologie complète du déclenchement.

Et si la documentation rectifie les erreurs et les impostures de l'Histoire officielle, elle demeure honnête et même objective.

Rosmer ne voit pas le mouvement ouvrier à travers les servitudes doctrinales et les intérêts partisans. On appréciera particulièrement la place accordée à des initiatives pacifistes comme celle des féministes de la rue Fondary – et à des gestes de révolte individuelle et humaine comme l'exécution du Premier ministre autrichien par Friedrich Adler<sup>2</sup>, cependant héritier et continuateur d'un des leaders du marxisme.

Mais ce qui se dégage le plus nettement de l'œuvre, c'est la supériorité du mouvement, de l'action sur les idées, ceux qui s'étaient soumis à la politique de guerre prétendant ne pas réviser leurs principes fondamentaux. On entendit, en pleine guerre, d'éloquents défenseurs du socialisme international. Le mérite des zimmerwaldiens et des kienthaliens c'est d'avoir réalisé en pleine guerre, cette reprise des relations internationales qui apparut à cette époque comme la négation la plus haute et la plus efficace du nationalisme sanglant.

**Roger HAGNAUER,**

*Le Monde libertaire*, n°57, février 1960

2 Friedrich Adler, fils du dirigeant et vétéran socialiste Victor Adler, avait tué le comte Stürgkh, chef du gouvernement, pour protester contre la guerre. (NDLR)

RÉÉDITION

## Tout est possible !

Les éditions Libertalia ont eu la bonne idée de rééditer *Tout est possible ! (Les gauchistes français, 1929-1944)* de Jean Rabaut\*, depuis longtemps épuisé dans le commerce.

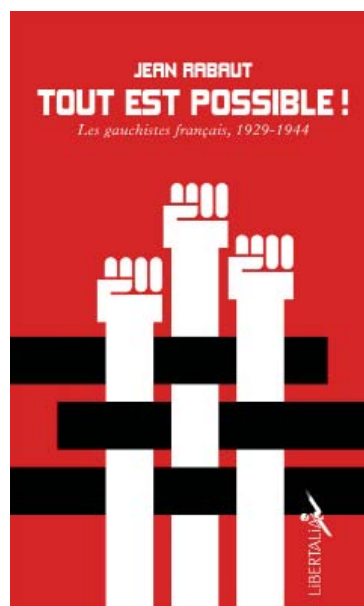
Lors de sa première édition en 1974 notre revue en disait notamment:

« Jean Rabaut nous fait revivre avec « les copains », tous les copains d'avant-guerre. Comment ne pas le remercier de son travail scrupuleux.

(...) Plusieurs des amis de la *R.P.*, de ses pionniers, de ses militants se reconnaîtront dans ces pages. Ils y sont parfois cités nominalement ; sinon, ils retrouveront des copains qu'ils ont côtoyés. Rabaut a écrit là deux remarquables portraits de Pierre Monatte et d'Alfred Rosmer.

(...) Mais assez parlé de notre boutique ! Rabaut nous rappelle aussi la Fédération de l'Enseignement et l'Opposition unitaire dont les leaders restent si chers à notre cœur ; le Cercle Syndicaliste Lutte de classe dont certains militants sont encore à nos côtés comme Félix Guyard, dont d'autres gardent une retraite têtue comme Davoust, et d'autres sont disparus depuis quelques années sans être oubliés comme Galopin.

Sur le plan de la politique pure (si l'on me tolère cet adjectif), nous relisons dans le Rabaut l'histoire de l'opposition de gauche dans le parti socialiste, puis celle du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, avec Marceau Pivert, Collinet, Guérin et bien d'autres. »\*\*



\* Libertalia, juin 2018. Cahier couleur 16 pages. 684 pages — 12 €

\*\* Louis Simon, *La R.P.* N°607, octobre 1974.

# L'enjeu des prochaines élections

Les élections législatives de novembre 2018 seront d'une importance cruciale pour notre démocratie. En renouvelant le tiers du Sénat et la Chambre des députés dans son intégralité<sup>1</sup>, même si le résultat est totalement prévisible dans bien des circonscriptions, ces élections représentent la seule chance de limiter l'érosion de la démocratie américaine, de freiner les déprédations du gouvernement Trump, et d'assurer la suite de l'enquête menée par Robert Mueller, le procureur spécial que Trump menace constamment dans ses tweets, sur lui et sa bande. J'écris en août : il est possible que Trump ait limogé le procureur avant la publication de cette Lettre, créant ainsi une crise politique et juridique. Si cela arrive, je répondrai, comme des millions d'autres sans doute, à l'appel de ma *Rapid Response Team*, mais je doute que les manifestations prévues à travers le pays puissent changer grand'chose. La « Résistance », les manifestations, ont leurs limites : ICE arrête et déporte toujours autant<sup>3</sup>. Les médias français ont largement rendu compte cet été du scandale des arrestations des sans-papiers, des parents renvoyés dans leur pays d'origine et séparés de leurs enfants, gardés eux, dans des centres de rétention (des prisons privées, en réalité). Il y aurait encore environ 300 enfants dont on n'a toujours pas localisé les parents. D'où l'importance de ces élections.

D'autre part, pour la première fois depuis Eugene V. Debs il y a presque un siècle, on voit des candidat(e)s important(e)s qui se définissent comme socialistes. Beaucoup déplorent la fracture entre une droite extrême et une gauche également qualifiée d'« extrême » (elle ne l'est pas, croyez-moi) mais cette division est porteuse d'espoir.

### Le Président

J'avais décrit Trump comme un *huckster*, un bonimenteur, un vendeur de choc pour la marque Trump. On voit maintenant qu'il serait plus juste de le voir comme un chef de secte, doté pour ses adeptes d'une aura magique et dont la parole fait la vérité, *est* la vérité. J'ai entendu une femme qui avait voté pour lui dénoncer avec rage le scandale... de « la fabrication de l'histoire » des enfants séparés de leurs parents à la frontière mexicaine. Ce qui explique pourquoi ses nombreux et grossiers mensonges, ses bourdes, sa corruption évidente, son parler vulgaire et haineux, loin de changer son taux d'approbation dans le pays, alimentent au contraire la ferveur de ses adeptes. Lorsque Trump dit, devant les

Veterans of Foreign Wars : « Ce que vous voyez n'est pas ce qui se passe », ce n'est pas exactement orwellien comme l'a dit l'organisation PEN<sup>5</sup> en reliant cela à ses attaques contre la presse, mais plutôt la parole d'un chef de secte : en moi la vérité ! C'est moi qui vous dirai ce qui se passe, pas les médias. Un sondage récent révèle que 43 % des Républicains pensent que « le président devrait avoir l'autorité de fermer les canaux d'information qui se comportent mal »<sup>6</sup> ; 23 % des Républicains trouvent que le président Trump « devrait [!] fermer les canaux d'information *mainstream* comme CNN, *The Washington Post* et *The New York Times*. » Secte fascisante, donc. Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que cette secte semble compter plus de 40 % des électeurs américains. Et si plus de 50 % des électeurs désapprouvent fortement le président, ce n'est peut-être pas assez pour gagner les élections, vu le charcutage des circonscriptions par les Républicains et, dans les États où ils contrôlent la législature, leurs tentatives pour rendre difficile aux Noirs et aux Latinos de voter (lois invalidées par les tribunaux mais en partie seulement). Sans parler des faux comptes créés sur Facebook et Twitter qui font de l'intox (*New York Times* 31/7/2018) pour discréditer certains Démocrates. De plus, rappelons qu'il y a deux sénateurs par État quel que soit le nombre de ses habitants : ainsi le Dakota du Sud, rural, droitier et peu habité, est sur le même pied que la très Démocrate Californie.<sup>7</sup>

Il n'empêche que les Démocrates ont une chance réelle d'acquérir la majorité des sièges au Sénat (il leur en manque trois mais la bataille s'annonce serrée) et à la Chambre, où il leur faut vingt-trois sièges de plus.

### Des espoirs socialistes

Alexandra Ocasio-Cortez, une Latine militante de 28 ans, membre des « Democratic Socialists of America », a battu, dans les élections primaires du Parti Démocrate, le député en exercice depuis 1999 dans une circonscription de New York où les Démocrates sont sûrs de gagner l'élection. Quand j'ai vu émerger d'autres jeunes candidats « ouvertement socialistes » à travers le pays, j'allais écrire une Lettre pleine d'espoir, mais il convient d'être circonspect. Les résultats des primaires et des élections spéciales récentes sont mitigés.

Au Michigan, dans les primaires pour l'élection du gouverneur, le candidat soutenu par Bernie Sanders et Ocasio-Cortez a fini loin derrière une Démocrate traditionnelle. Même chose dans une circonscription

du Congrès dans le Kansas et ailleurs. En revanche, également dans le Michigan, Rashida Tlaib, autre membre des Democratic Socialists, va devenir la première députée musulmane de notre histoire<sup>8</sup>. Victoire des travailleurs dans le Missouri : 60 % des électeurs ont voté l'abolition d'une loi limitant les droits des syndicats. Autre victoire dans cet État, acclamée par l'ACLU<sup>9</sup> : un Noir soutenu par Black Lives Matter est élu à la place du procureur qui avait pris parti pour la police après l'assassinat de Michael Brown à Ferguson. J'en passe et des meilleurs – ou du moins des assez bien.

Le cinéaste turc Nuri Bilge Celan décrit son pays après Erdogan en ces termes : « C'est comme si on avait coupé la Turquie en deux avec un grand couteau. Et ces élections constituent en quelque sorte la rencontre, la manifestation la plus importante de cette évidente polarisation. » Description exacte de l'Amérique post-Trump. *Kto kovo ?* demandait Lénine en 1921, « Qui l'emportera ? » L'opposition, dit-on couramment, est gonflée à bloc et renflouée par l'entrée en politique de nombreux jeunes volontaires. Reste à voir laquelle des deux Amériques va remporter les élections à venir.

L'espoir se mêle à l'angoisse.

**David BALL**  
dball@smith.edu.

1. *The House of Representatives*. Rappelons qu'elle est moins puissante que le Sénat, lequel doit confirmer les nominations aux postes fédéraux importants, notamment à la Cour suprême. Le mandat d'un sénateur est de six ans, d'où le renouvellement par tiers du Sénat, alors qu'un député n'est élu que pour deux ans.

2. Note supprimée.

3. Rappel : ICE (Immigration and Customs Enforcement), c'est la police de l'immigration ; ses pouvoirs et ses effectifs ont été massivement augmentés par le gouvernement Trump.

4. Note supprimée.

5. PEN America en l'occurrence. PEN est une ONG internationale dont le but est de « rassembler des écrivains de tous pays attachés aux valeurs de paix, de tolérance et de liberté sans lesquelles la création devient impossible ».

6. *engage in bad behavior* dans l'original. Sondage Ipsos.

7. En rédigeant la Constitution, les « Pères fondateurs » ont pensé le Sénat comme une sorte de conseil des sages, non soumis aux passions populaires du moment, alors que *the House* devait refléter les volontés passagères du peuple.

8. Comme Ocasio-Cortez, elle a gagné les primaires dans une circonscription très majoritairement Démocrate.

9. Rappel : American Civil Liberties Union, organisation qui défend les droits civiques et constitutionnels, souvent devant les tribunaux.

(Les notes 2 et 4 ont été supprimées, nous n'avons pas eu le temps de renu-méroter l'ensemble des notes)

◇◇◇

## Dépôts en librairie

*La RP* est disponible (en petite quantité) dans les librairies suivantes:

- ◆ Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.
- ◆ Librairie Quilombo, 23 rue Voltaire 75011 Paris.
- ◆ Librairie Transit, 45 Bd de la Libération 13001 Marseille.
- ◆ Librairie l'Odeur du temps 35, rue Pavillon 13001 Marseille

Pas besoin de découper votre revue: Vous pouvez imprimer le bon d'abonnement/réabonnement à la revue à partir du blog: <https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2017/02/abonnement.pdf>

### **Nouvel abonnement** – **Réabonnement (23 euros)**

(précisez en cochant pour nous aider à mettre à jour plus vite le fichier du routage)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Pour l'abonnement, je règle :.....23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : ..... €

Total : ..... €

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution prolétarienne

CCP : 8044 64 Y 020 (PARIS),

adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville